



INSTITUT C.D. HOWE INSTITUTE

COMMENTAIRE

N° 532

Santé et bonne scolarité : Les programmes d'alimentation saine au Canada

Le Canada devrait-il avoir un programme national et universel de nutrition pour enfants en milieu scolaire? De nombreux indices suggèrent qu'il existe un meilleur moyen de cibler les enfants en situation d'insécurité alimentaire.

Rosalie Wyonch et Abby Sullivan

L'ENGAGEMENT DE L'INSTITUT À L'ÉGARD DE LA QUALITÉ

À PROPOS DES AUTEURS

ROSALIE WYONCH

est analyste des politiques
à l'Institut C.D. Howe.

ABBY SULLIVAN

est chercheuse à l'Institut
C.D. Howe.

La réputation de l'Institut C.D. Howe, fondée sur la qualité, l'intégrité et l'objectivité de sa recherche, est son principal atout.

Ses livres, commentaires, et cyberbulletins sont soumis à un examen en deux étapes à l'interne puis à l'externe par des universitaires et des experts indépendants. L'Institut ne publie que des ouvrages satisfaisant à ses normes en matière de justesse d'analyse, de conformité aux faits, et de pertinence sur le plan des politiques. Il assujettit son processus d'examen et de publication à une vérification annuelle par des experts externes.

À titre d'organisme de bienfaisance canadien enregistré, l'Institut C.D. Howe accepte les dons de particuliers, d'organismes privés et publics, et de fondations caritatives dans la poursuite de sa mission. L'Institut n'accepte aucun don qui stipule un résultat prédéterminé ou qui mine l'indépendance de son personnel et de ses auteurs. L'Institut exige de ses auteurs qu'ils divulguent publiquement tous conflits d'intérêts, réels ou potentiels, dont ils ont connaissance. Le personnel de l'Institut est soumis à une politique rigoureuse en matière de conflits d'intérêts.

Le personnel de l'Institut C.D. Howe et ses auteurs fournissent des études et commentaires sur les politiques publiques de façon non exclusive. Aucune publication ou déclaration de l'Institut ne cautionne un parti politique, élu, ou candidat à une élection. Les opinions exprimées dans le présent ouvrage sont celles des auteurs. L'Institut en tant qu'organisme ne prend pas position sur des questions de politique publique.

COMMENTAIRE N° 532

février 2019

ÉDUCATION, COMPÉTENCES
ET MARCHÉ DU TRAVAIL;
POLITIQUES DE LA SANTÉ

12,00 \$

ISBN 978-1-987983-90-6

ISSN 0824-8001 (imprimé);

ISSN 1703-0765 (en ligne);



Daniel Schwanen

Vice-Président de la recherche

ÉTUDE EN BREF

À plusieurs endroits au Canada et ailleurs dans le monde, les élèves du primaire et du secondaire ont accès à des aliments nutritifs par le biais de programmes de nutrition en milieu scolaire. Financés par les gouvernements, les entreprises, les fondations et le public, ces programmes sont conçus pour que les enfants d'âge scolaire aient accès à la nutrition dont ils ont besoin pour apprendre.

De fait, le Canada est le seul pays du G7 n'ayant pas un tel programme opérant à l'échelle du pays.

Ce Commentaire examine les effets potentiels à court et à long terme des programmes de nutrition pour élèves, leurs liens avec la performance et la santé des étudiants, et la désirabilité d'un programme public national universel de nutrition pour élèves, y compris dans les communautés ciblées. Il étudie les effets potentiels à court et à long terme des programmes de nutrition pour les élèves par une évaluation rigoureuse des études disponibles réalisées au Canada et dans d'autres pays développés, et par une analyse des effets d'un programme de nutrition en milieu scolaire à Toronto. Bien que les politiques soutenant les programmes de nutrition des élèves remontent à près d'un siècle dans certains pays, il existe un manque assez surprenant de consensus dans les recherches qui ont été menées sur leurs effets.*

Les programmes de nutrition scolaire tentent d'assurer une consommation suffisante d'énergie de qualité par les enfants, de minimiser le nombre d'enfants en situation d'insécurité alimentaire grâce à des repas gratuits ou subventionnés, et d'améliorer la nutrition et la santé en général. La manière dont ils visent tous ces objectifs peut toutefois nuire à la réalisation de chaque objectif individuel. De plus, étant donné les méthodologies et paramètres disparates déployés pour évaluer leur impact, et les structures de programme différentes d'un pays à l'autre, le manque de consensus dans la littérature n'est pas étonnant. Ces défis et le manque de preuves crédibles sur les effets à long terme des programmes de nutrition en général, nous ont amenés à examiner la conception de ces programmes.

L'objectif fondamental des programmes de nutrition scolaire est de nourrir les enfants qui ont faim. Il existe des preuves assez solides des avantages de prendre le petit-déjeuner plutôt que de ne pas le faire, mais les indications sur les effets des programmes de petits déjeuners sur les objectifs plus larges de performance et de santé des élèves sont toutefois mitigées et peu concluantes. De plus, le succès de tout programme de nutrition dépend de la logistique et de l'exécution du programme. Ces observations nous amènent à conclure que:

- Offrir un petit-déjeuner sain est une mesure efficace pour améliorer les performances scolaires et le fonctionnement cognitif des populations sous-alimentées. Les effets à long terme du petit-déjeuner sur les performances des écoliers ne présentant pas de signes physiques de sous-alimentation sévère sont moins certains.
- Cependant, il existe un manque de preuves statistiquement significatives que les programmes de nutrition améliorent la capacité d'apprentissage globale ou l'assiduité scolaire dans les pays à revenu élevé.
- La mise en place de programmes de nutrition de haute qualité pour les élèves se heurte à des difficultés persistantes, dont beaucoup résultent d'un accès inconstant aux ressources nécessaires. Il faut résister à la tentation d'élargir un programme pour couvrir plus d'élèves au lieu de l'améliorer pour ceux qui le reçoivent déjà. Mettre à l'échelle un programme de nutrition qui ne respecte pas systématiquement les normes nutritionnelles ou qui souffre de problèmes opérationnels systémiques ne présenterait presque certainement aucun avantage pour les étudiants en général. Au lieu de cela, le programme devrait rester ciblé sur les enfants les plus à risque, qui en bénéficieraient le plus, jusqu'à ce qu'il soit évolutif sur le plan fonctionnel.
- Pour équilibrer la nécessité d'un accès universel tout en maintenant le programme ciblé, la priorité devrait être donnée aux écoles situées dans les quartiers où le pourcentage de ménages bénéficiant de l'assistance sociale ou à faibles revenus est élevé. Si une école dispose d'un programme de nutrition, celui-ci devrait être accessible à tous les enfants du même groupe de pairs (classes ou années) et non limité aux seuls enfants dans le besoin.

* Pour plus d'informations sur les études consultées, voir Ressources supplémentaires en ligne (en Anglais seulement).

Commentaire© de l'Institut C.D. Howe offre une analyse périodique et un commentaire sur des questions de politiques publiques qui font l'actualité. Michael Benedict et James Fleming ont révisé le manuscrit, Yang Zhao l'a préparé en vue de la publication. Comme pour toute publication de l'Institut, les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que les auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des membres de l'Institut ou de son conseil d'administration. Les citations sont permises à condition d'en mentionner la source.

Pour commander cette publication, veuillez prendre contact avec l'Institut C.D. Howe, 67 Yonge Street, bureau 300, Toronto (Ontario) M5E 1J8. Le texte complet se trouve également sur la page Web de l'Institut à l'adresse www.cdhowe.org.

À plusieurs endroits au Canada et ailleurs dans le monde, les élèves bénéficient d'aliments nutritifs grâce à des programmes d'alimentation saine pour les élèves offerts à l'école.

De fait, le Canada est le seul pays du G7 n'ayant pas un tel programme opérant à l'échelle du pays. À l'extérieur du Canada, les programmes nationaux varient considérablement en termes de portée et de structure. Ces programmes, financés par les gouvernements, les sociétés d'affaires, les fondations caritatives et par le public, sont conçus dans le but d'assurer que les enfants en âge d'aller à l'école puissent manger les aliments nutritifs dont ils ont besoin pour apprendre – un apprentissage qui pose des difficultés aux enfants mal alimentés. Les programmes d'alimentation pour les élèves visent également une meilleure santé en soi, en fournissant des repas à des enfants de familles à faible revenu ou vivant dans l'insécurité alimentaire, dont l'accès à des repas sains est limité. De plus, les enfants acquièrent des connaissances sur la nutrition et un mode de vie sains qui pourraient influencer leurs choix alimentaires pour le reste de leur vie.

Ce Commentaire aborde d'abord l'incidence des programmes d'alimentation saine sur le rendement des élèves ainsi que sur leur santé. Il n'est pas surprenant que la littérature récente relève que la sécurité alimentaire est une composante importante d'une bonne santé et d'un bon rendement scolaire. Ensuite, nous analysons l'efficacité des programmes d'alimentation saine sur l'amélioration de ces résultats. Toutefois, les comparaisons entre études s'avèrent difficiles, puisque les études de recherche portant sur l'évaluation des programmes

d'alimentation saine pour les élèves ont été menées dans divers pays, dans des contextes parfois très différents, et ont obtenu des résultats mitigés. En outre, de nombreuses études de ce type reposent également sur des bases méthodologiques précaires. Ainsi, la prudence est de mise en ce qui concerne l'interprétation de résultats provenant de différents pays dans le contexte canadien.

Une large gamme de recensements des écrits portant sur la relation entre la nutrition des enfants et la fonction cognitive démontre que l'insuffisance alimentaire s'avère un problème grave qui freine la capacité d'apprentissage d'un enfant (Taras 2005). Afin d'explorer plus à fond l'incidence des programmes d'alimentation saine pour les élèves, nous avons analysé les données du Conseil scolaire du district de Toronto (Toronto District School Board ou TDSB). Notre analyse suggère que les programmes qui se concentrent sur des zones plus à risque, opérant au sein de la communauté et dont l'utilisation des fonds est contrôlée localement ont les meilleures chances de succès. Il convient de noter que notre analyse du programme du TDSB n'a produit que peu de preuves statistiquement significatives d'amélioration de résultats aux tests, de l'assiduité, ou de la capacité d'apprentissage. ... Ces résultats peuvent découler des perpétuels défis en approvisionnement que doivent affronter les programmes d'alimentation saine de grande qualité. L'accès sporadique aux ressources nécessaires cause

Les auteurs remercient Parisa Mahboubi, Owen Adams, Janet Davidson et Sara Kirk, les membres du Conseil des politiques de la santé et du Conseil des politiques du capital humain de l'Institut C.D. Howe, et relecteurs anonymes pour leurs commentaires sur une version antérieure. Les auteurs demeurent responsables des erreurs et des opinions exprimées. The Grocery Foundation, en tant que membre et partisan de l'Institut C.D. Howe et de son type unique de recherche indépendante, a soutenu les efforts de l'Institut pour mener une analyse fondée sur des données et formuler des recommandations sur l'utilisation des programmes de nutrition en milieu scolaire pour améliorer la performance et la participation scolaire, et pour pouvoir clairement valider leur impact sur la société en matière économique, sociale et de santé. L'Institut est seul responsable du contenu du document.

la plupart des difficultés éprouvées dans le cadre de ces programmes. Étant donné ces défis et le manque de preuves pour appuyer les effets à long terme des programmes d'alimentation saine, nous recommandons l'élaboration de lignes directrices pour améliorer les programmes d'alimentation saine existants. En outre, nous soulignons les problèmes qui empêchent ces programmes de croître en projets universels financés par le secteur public.

LE RÔLE DE LA NUTRITION ET DES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SAINE DANS LA RÉUSSITE DES ÉLÈVES

Les enfants doivent jouir d'une bonne nutrition afin de mener un mode de vie sain. Une bonne nutrition peut favoriser de bons résultats sur la santé et pourrait prémunir l'organisme contre des ennuis de santé causés par un régime alimentaire déficient. Le Canada, comme bien d'autres pays à revenus élevés, lutte contre les problèmes liés à l'obésité et aux maladies chroniques. L'extrême opposé se produit dans plusieurs ménages qui souffrent d'insécurité alimentaire : l'incapacité de se procurer suffisamment de nourriture saine empêche plusieurs personnes de combler leurs besoins nutritifs régulièrement.¹

La nutrition, la sécurité alimentaire, le poids et la santé mentale sont tous des facteurs reliés et ces indicateurs de santé reflètent le revenu du ménage ainsi que son statut socio-économique. Les prochains paragraphes traitent d'études existantes qui mettent en lumière les aspects des liens complexes entre la santé, les revenus et le rendement scolaire ainsi que les preuves qui unissent ces

éléments aux programmes d'alimentation saine pour les élèves.

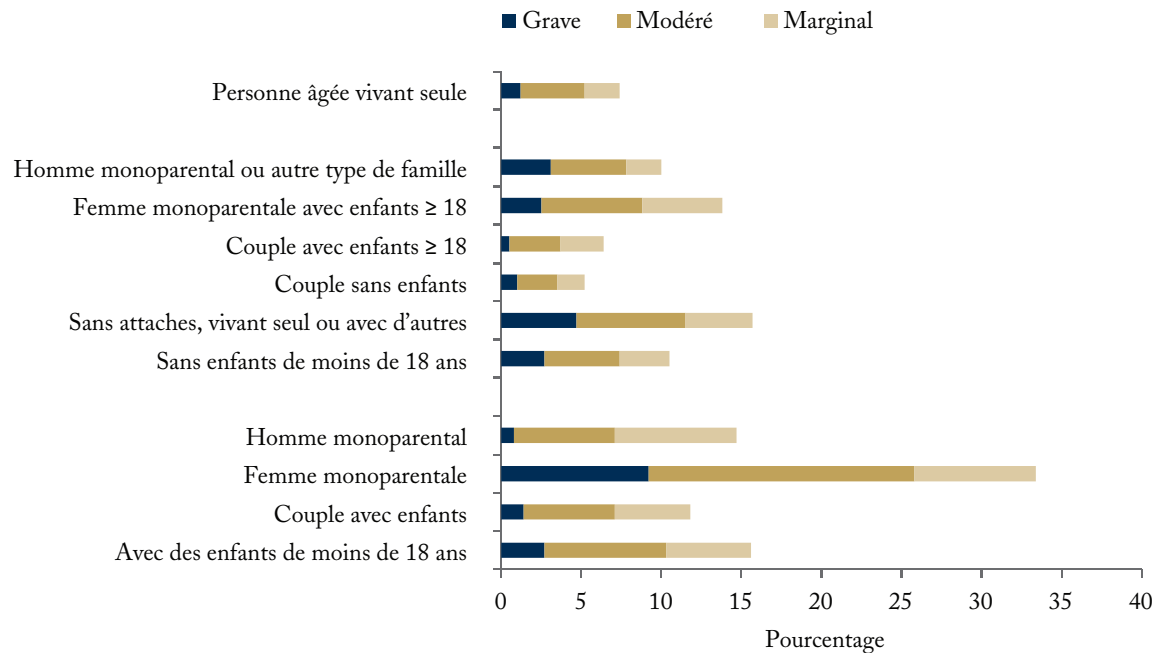
La nutrition, la prospérité et le rendement cognitif

L'insécurité alimentaire a été liée à un état de santé et des résultats scolaires déficients chez les enfants. Une étude utilisant des données nationales aux États-Unis établit un lien entre l'insécurité alimentaire de la maternelle jusqu'à la troisième année du primaire et des notes en mathématiques significativement plus basses. De plus, le poids et l'indice de masse corporelle (IMC) des filles souffrant d'insécurité alimentaire (excluant les garçons) étaient plus élevés que ceux des enfants vivant dans la sécurité alimentaire (Jyoti, Frongillo et Jones 2005).

L'enquête effectuée au Canada a obtenu des données similaires. Dans l'ensemble, approximativement 12 % des ménages canadiens ont été frappés par l'insécurité alimentaire marginale en 2014 et parmi ceux-ci y vit environ un jeune sur six âgé de moins de 18 ans (Tarasuk, Mitchell, et Dachner 2016). La prévalence de l'insécurité alimentaire est plus élevée dans les ménages à faible revenu tenus par des femmes monoparentales (Graphique 1). En 2014, 43,9 % des ménages à faible revenu ainsi que 60,9 % des ménages bénéficiant de l'aide sociale ont été touchés par l'insécurité alimentaire. D'ailleurs, les jeunes vivant dans un domicile à faible revenu étaient plus petits que leurs semblables. Dans les ménages à faible revenu touchés par l'insécurité alimentaire, on observe que la prévalence de l'obésité chez les garçons est plus élevée que dans les ménages

1 Selon la définition de Statistique Canada, l'« insécurité alimentaire » se produit dans les ménages qui vivent dans l'incertitude quant à savoir s'ils pourront se procurer, ou sont dans l'incapacité de se procurer, assez de nourriture pour combler les besoins alimentaires de tous les membres en raison d'un manque de ressources financières. Les ménages sont classés en fonction de l'évaluation de leur insécurité alimentaire. Il en existe deux catégories : l'insécurité alimentaire modérée ou l'insécurité alimentaire grave.

Figure 1 : Insécurité alimentaire selon la composition des ménages



Source : Tarasuk et coll.

en sécurité alimentaire (Mark et al. 2012).² Les données de l'enquête menée en Nouvelle-Écosse démontrent que les enfants recevant un régime alimentaire de piètre qualité et se livrant à peu d'activité physique sont plus enclins à obtenir de mauvaises notes aux examens d'anglais (McIsaac, Kirk et Kuhle 2015).

Il est également possible que l'insécurité alimentaire cause des effets néfastes sur la santé mentale. Aux États-Unis, l'insécurité alimentaire est afférente à une prévalence supérieure de dépression, d'anxiété, de troubles comportementaux et de toxicomanie chez l'adolescent, après avoir tenu compte des autres indicateurs socio-économiques

(McLaughlin et al. 2012). Une étude réalisée auprès d'enfants en Nouvelle-Écosse affirme que les élèves issus de ménages au statut socio-économique inférieur et de familles monoparentales sont davantage susceptibles de se voir diagnostiquer un trouble d'intériorisation (dépression, anxiété associée à des troubles du sommeil, inquiétude excessive, etc.). L'étude constate une basse prévalence de tels troubles chez les élèves actifs physiquement et ayant un poids normal, et démontre également qu'aucun lien significatif n'existe entre la qualité du régime alimentaire des élèves et les troubles susmentionnés (McMartin et al. 2012).

2 Il s'agit de moyennes comparatives et ne font pas partie des variables de contrôle. Il importe de souligner que le revenu ne garantit pas nécessairement la sécurité alimentaire et qu'un faible revenu n'entraîne pas non plus automatiquement l'insécurité alimentaire (consulter Cook et Frank 2008; Fram, Bernal et Frongillo 2015; Nord, Jemison et Bickel 2000).

Les rouages rattachant l'insécurité alimentaire, la santé et le rendement cognitif demeurent nébuleux. Cependant, il y a fort à parier que l'insécurité alimentaire engendre un stress physique, nutritionnel et psychologique chez les sujets touchés par celle-ci. Quelques preuves établissent un lien entre l'insécurité alimentaire et un état de santé inférieur futur chez les femmes, mais d'autres preuves convaincantes confirment qu'une santé fragile peut ultérieurement conduire à l'insécurité alimentaire (McLeod et Veal 2006). Les enfants sont particulièrement vulnérables aux risques posés par un régime alimentaire déficient, qui peut inhiber la croissance et nuire aux développements physique et cognitif. Certains éléments du développement cognitif, comme la compréhension du langage et la mémoire, subissent les répercussions néfastes causées par les carences nutritives, les aliments à forte teneur en sucre et pauvres en fer caractéristiques des régimes observés dans les contextes d'insécurité alimentaire (Ke et Ford-Jones 2015).

Il n'est donc pas surprenant de constater que de nombreux administrateurs d'école et éducateurs s'inquiètent de l'impact d'une mauvaise nutrition sur le comportement et les performances des écoliers.

Le rôle du déjeuner dans la réussite des élèves

Les données, bien qu'ambivalentes, révèlent que la prise d'un déjeuner a des effets positifs sur la santé et le rendement scolaire. Donner accès à un petit-déjeuner sain est un moyen efficace pour améliorer les performances scolaires et le fonctionnement cognitif des populations sous-alimentées. Ce n'est pas surprenant étant donné que les études nutritionnelles et médicales démontrent que le

déjeuner contient une grande portion de l'apport quotidien en calories et nutriments, qui s'avère particulièrement important pour les enfants (Deshmukh-Taskar et al. 2010).

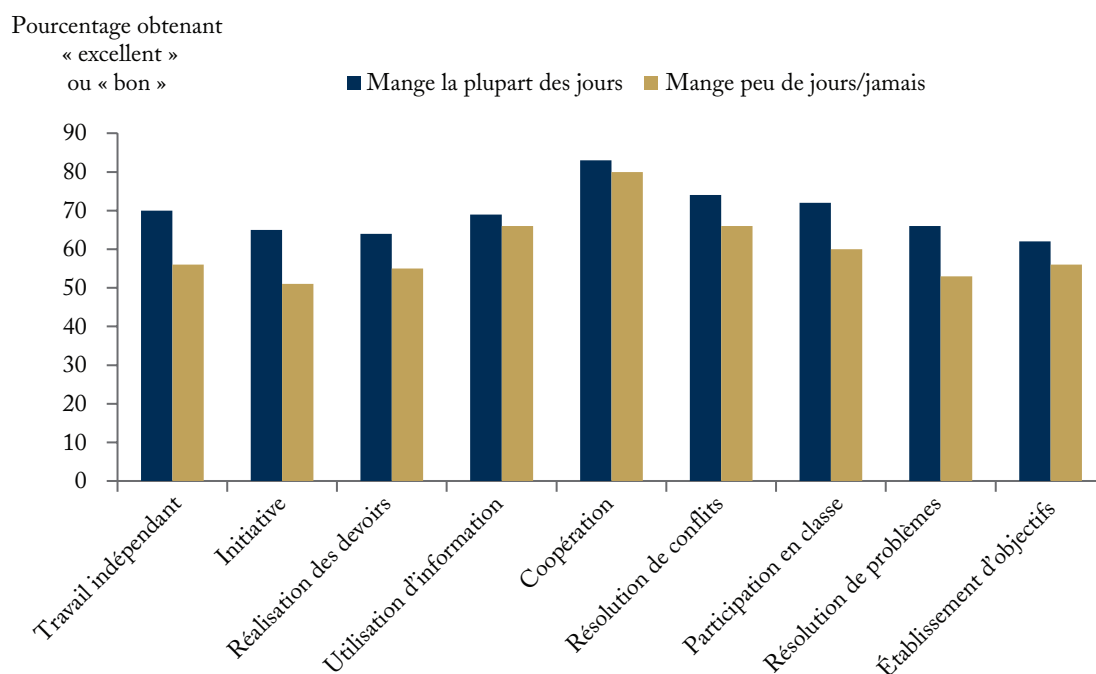
Cependant, la majorité des enfants et adolescents canadiens ne consomment pas de produits laitiers, de fruits et de légumes en quantité suffisante, comme recommandé par les lignes directrices nationales en matière d'alimentation, et leur régime alimentaire est médiocre (Garriguet 2006, 2009).³ Actuellement, les enfants consomment environ un tiers de leur apport énergétique alimentaire quotidien à l'école et la qualité de la nourriture servie dans ces établissements est nutritionnellement inférieure à celle qui est ingérée hors du contexte scolaire (Tugault-Lafleur, Black et Barr 2017). Une étude menée auprès d'élèves de la 7^e à la 12^e année fréquentant le TDSB a dévoilé que les filles, les élèves issus de milieux socio-économiques défavorisés ainsi que les élèves provenant de ménages monoparentaux étaient également davantage susceptibles de sauter le déjeuner (O'Reilly, Rosolen et Archer 2015) que leurs camarades de classe.

Or, les effets à long terme de la prise d'un déjeuner sur le rendement scolaire des enfants qui ne présentent pas de symptômes physiques de sous-alimentation grave sont moins probants (Greenhalgh, Kristjansson et Robinson 2007; Oostindjer et al. 2017; Taras 2005). Effectivement, chez les enfants en santé âgés de 8 à 10 ans provenant de ménages à faible et à moyen revenu au Texas, aucune amélioration n'a été remarquée en ce qui concerne l'attention, l'impulsivité, la mémoire à court terme, la vitesse du traitement cognitif ainsi que l'apprentissage verbal, et ce, que ces enfants aient déjeuné ou non (Iovino et al. 2016).⁴

3 Il s'agit d'une tendance qui se produit également dans plusieurs pays à revenus élevés – consulter Gu et Tucker (2017); Serra-Majem et al. 2004; Vereecken, De Henauw et Maes (2005); Wong et al. (2015).

4 Cette étude a été menée dans un cadre clinique contrôlé où les participants jeûnaient ou recevaient des repas standardisés. Elle contient de nombreuses variables de santé, y compris le taux de glucose, le taux de cétone, la pression artérielle, la fréquence cardiaque et des mesures anthropométriques. L'évaluation du fonctionnement cognitif consistait en des tests psychologiques standardisés.

Figure 2 : Aptitudes d'apprentissage des élèves de 7e et de 8e année



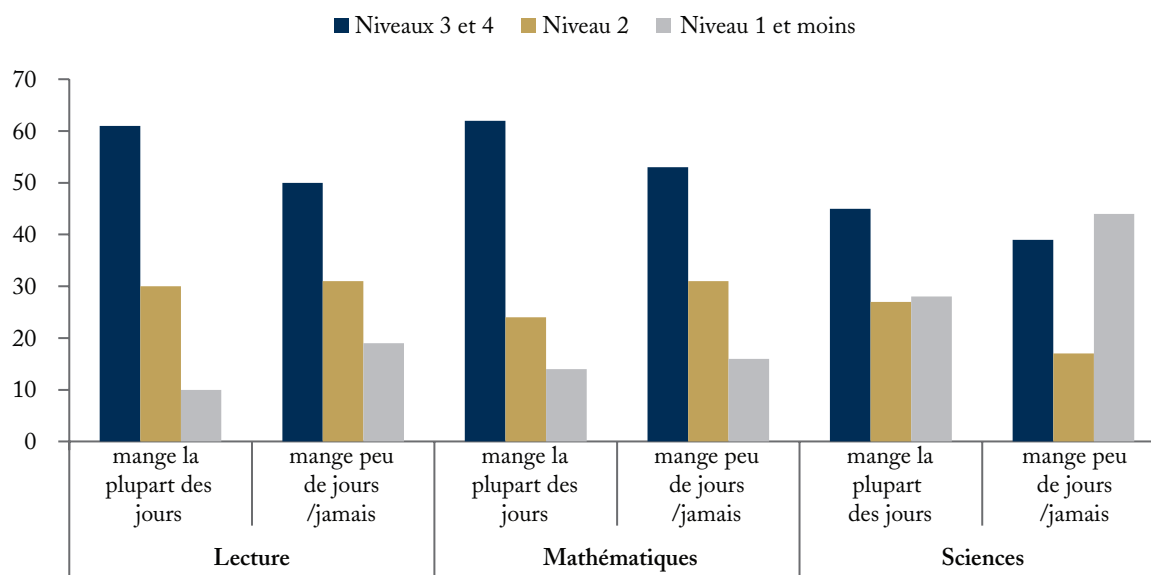
Source : Muthuswamy, 2012. Figure 12.

Les données recueillies au TDSB indiquent que la prise d'un déjeuner la plupart des jours améliore les capacités d'apprentissage⁵ (Graphique 2) et suscite de meilleurs résultats scolaires⁶ chez les élèves en 7e et 8e année (Graphique 3). Une analyse approfondie de 45 études publiées entre 1950 et 2008 s'intéressant aux effets de déjeuner sur le rendement cognitif révèle que la prise d'un déjeuner s'avère plus bénéfique pour la santé que de sauter ce repas, quoique le type de nourriture consommée lors du déjeuner importe peu (Hoyland, Dye et Lawton 2009). L'analyse relève également des preuves que la consommation régulière de

déjeuners de grande qualité apporte de nombreux bienfaits (la portée de ceux-ci étant plus importante chez les enfants au QI faible ou souffrant au départ d'un statut nutritionnel précaire). Néanmoins, l'analyse renferme une mise en garde voulant que ces 45 études étaient de mauvaise qualité, car elles se reposaient sur des données erronées provenant de concepts expérimentaux déficients, de résultats négligeables, de méthodes statistiques médiocres et dans certains cas, il manquait des variables. Des études sur les programmes de petit-déjeuner dans les écoles suggèrent qu'ils ont des effets positifs. "Ces effets pourraient toutefois être le résultat

- 5 Des différences statistiquement significatives ont été remarquées dans les travaux personnels, les initiatives, la résolution de problèmes et la participation en classe.
- 6 Les seules différences statistiquement significatives ont été observées en lecture (niveaux 3 et 4) et en sciences (à compter du niveau 1).

Figure 3 : Réalisations scolaires et participation au repas du matin des élèves de 7^e et de 8^e année



Source : Muthuswamy, 2012. Figure 13.

de l'augmentation de la fréquentation scolaire encouragée par de telles dispositions" (Hoyland, Dye et Lawton 2009, p.237).

Dans le cadre d'une analyse de 19 études portant sur l'incidence du déjeuner sur le comportement des enfants et des adolescents, 11 de ces études démontrent des effets positifs du déjeuner. Or, encore une fois, les auteurs de l'analyse affirment que plusieurs de ces études manquent de rigueur scientifique et que les études comportant des essais cliniques randomisés de haute qualité n'ont observé aucun bienfait comportemental (Adolphus, Lawton et Dye 2013). En général, les preuves suggèrent que le déjeuner apporte des bienfaits au comportement des enfants pendant les tâches en classe, surtout chez les enfants âgés de moins de 13 ans.⁷

Parallèlement à d'autres études, l'analyse rassemble des preuves démontrant que la prise quotidienne d'un déjeuner améliore les résultats scolaires.

Peu d'études ont été entreprises pour examiner les effets de la consommation d'un déjeuner chez les enfants plus âgés. Une étude reposant sur les données du TDSB établit un lien entre la consommation d'un déjeuner de plus environ une fois par semaine à une hausse de plus ou moins 2 % des notes scolaires chez les élèves de la 11^e et 12^e année (Anisef et al. 2017). Aussi, l'étude recèle des preuves supplémentaires démontrant irréfutablement la probabilité que les élèves qui ont l'habitude de déjeuner s'inscrivent à l'université, mais pas au collège.⁸

7 Les auteurs dénoncent que certaines études ne tiennent pas compte du statut socio-économique, une variable explicative importante, réfutant ainsi la validité des résultats (Adolphus, Lawton et Dye 2013).

8 Dans le même ordre d'idées, les données révèlent que les élèves qui consomment régulièrement un souper sont les plus susceptibles de s'inscrire à l'université.

Somme toute, plusieurs preuves attestent que la prise d'un déjeuner a des effets positifs sur la réussite scolaire des élèves comparativement à ne rien manger le matin. Certaines données portent à croire que l'habitude de manger un déjeuner et la qualité de celui-ci joueraient un rôle dans la réussite scolaire et que les enfants au faible état nutritionnel bénéficient davantage des bienfaits de ce repas que les autres enfants. Cependant, le processus qui convertit l'absorption d'un déjeuner en un comportement ou un rendement scolaire améliorés demeure énigmatique. D'ailleurs, la compréhension de ce processus importe grandement au succès des programmes d'alimentation saine pour les élèves dont les objectifs vont au-delà d'apaiser la faim des enfants touchés par l'insécurité alimentaire. Sans contredit, pour que l'incidence des programmes d'alimentation saine dans les écoles rejaille sur la présence à l'école, les notes et, au bout du compte, le taux d'obtention de diplôme, nous devons comprendre la corrélation entre ces programmes et leurs résultats.

LES RETOMBÉES DES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SAINE POUR LES ÉLÈVES : LES PREUVES

Les programmes d'alimentation saine dans les écoles ont plusieurs objectifs plutôt contradictoires : assurer un apport énergétique alimentaire suffisant aux enfants, réduire le pourcentage d'enfants souffrant d'insécurité alimentaire par l'entremise de repas gratuits ou subventionnés et améliorer la nutrition et l'état de santé global des enfants. Bien que les programmes d'alimentation saine dans les écoles étaient conçus pour veiller à ce que les enfants mangent suffisamment, leur objectif a changé de cap au fil du temps dans les pays développés. En effet, ces programmes se concentraient de plus en plus sur la qualité nutritionnelle à mesure que la pénurie alimentaire s'estompait et que l'obésité de

même que les maladies chroniques liées à l'ensemble du régime alimentaire devenaient des problèmes majeurs (Oostindjer et al. 2017). Cela signifie que, par leur nature, ces programmes ne constituent pas une solution universelle à la longue liste de difficultés réglementaires auxquelles on a pu penser qu'ils amèneraient une solution. Les programmes d'alimentation saine pour les élèves offerts à l'école ne remédieront pas à l'obésité et à l'insécurité alimentaire.

Quelques preuves indiquent que les programmes des petits déjeuners aux élèves améliorent la qualité du régime alimentaire des participants grâce à des repas nutritifs (Bhattacharya, Currie et Haider 2006; Crepinsek et al 2006; Frisvold 2012). Toutefois, l'incidence de ces repas sur la prévention de l'obésité ne permet pas de tirer une conclusion (Millimet, Tchernis et Husain 2009). Par exemple, une étude portant sur l'évaluation de la nutrition des élèves en 5e année en Nouvelle-Écosse avant et après l'instauration d'un programme d'alimentation saine pour les élèves a révélé une hausse de la consommation des produits laitiers. Même si aucun changement n'a été observé dans la consommation de fruits et de légumes chez les élèves, ceux-ci consommaient moins de boissons sucrées. En revanche, les légères améliorations à la qualité du régime alimentaire et la diminution de l'apport énergétique alimentaire ne semblaient pas provoquer d'effets d'entraînement, le taux d'obésité continuant de grimper (Fung et al. 2013). D'autres études ne recensent aucun effet des programmes des petits déjeuners sur l'apport alimentaire quotidien des élèves (Crepinsek et al. 2006) ni aucun effet d'entraînement rehaussant la qualité du régime alimentaire adopté par le ménage (Bhattacharya, Currie et Haider 2006).

Malgré des preuves suggérant que les élèves qui bénéficient des programmes d'alimentation saine obtiennent de meilleures notes aux examens qu'à

l'habitude, le manque de preuves⁹ statistiquement importantes ne permet pas d'établir que de tels programmes améliorent l'aptitude à l'apprentissage et la présence à l'école dans les pays à revenu élevé (Figlio et Winicki 2005; Greenhalgh, Kristjansson et Robinson 2007; Imberman et Kugler 2014; Kristjansson et al. 2007). Les notes scolaires ne semblent pas témoigner le meilleur rendement aux examens précédemment mentionné et ce rendement n'est pas lié aux différentes durées de participation aux programmes d'alimentation. Imberman et Kugler (2014, 697) laissent entendre que ces « résultats sont probablement attribuables aux conséquences de l'apport calorique élevé et non aux effets réels sur l'apprentissage. » Cette hypothèse est appuyée par une étude portant sur les menus du midi offerts dans les écoles en Virginie (Figlio et Winicki 2005). Cette étude souligne que les écoles menacées de sanctions concernant les résultats aux épreuves standardisées augmentaient la quantité de calories contenues dans les diners les jours d'examen. Qui plus est, les écoles qui gonflaient l'apport calorique de leurs repas enregistraient des gains relativement importants dans les résultats d'examen. Or, les auteurs recommandent d'interpréter prudemment ces résultats étant donné la petite taille de l'échantillon. Cependant, une autre étude n'a constaté aucun effet à court terme du déjeuner sur l'attention, l'impulsivité, la mémoire à court terme, la vitesse du traitement cognitif ainsi

que l'apprentissage verbal chez les enfants en santé âgés de 8 à 10 ans provenant de ménages à faible et à moyen revenu au Texas (Iovino et al. 2016). Peu d'études se sont penchées sur les effets à long terme des programmes d'alimentation saine. Une étude évaluant sur l'incidence d'un programme des petits déjeuners en Norvège dans les années 1920¹⁰ indique que les déjeuners santé à l'école ont haussé le niveau de scolarité d'un dixième d'année et subséquemment les revenus de 2 à 4 % (Bütikofer, Mølland et Salvenes 2016). L'âge des enfants et la durée de la participation n'ont pas eu d'incidence, excluant la possibilité d'un lien de cause à effet.¹¹ Plus récemment, les élèves âgés de 10 à 12 ans bénéficiant d'un repas gratuit à l'école en Norvège étaient moins enclins à déjeuner la fin de semaine et ne présentaient aucune amélioration dans la fréquence des repas comparativement aux élèves qui n'ont pas reçu le repas gratuit (Næss 2017). La Norvège est devenue l'un des rares pays à ne pas avoir de programme de petit déjeuner scolaire.

De nombreux autres exemples illustrent l'évaluation des programmes d'alimentation saine ayant un objectif précis comparativement à l'ensemble des résultats. Une étude sur l'implantation de programmes universels des petits déjeuners à l'école dans plusieurs établissements scolaires publics de Boston mentionne que 32 % des enfants qui ont eu recours plus souvent aux programmes pendant une période de six mois ont haussé leur niveau d'apport en nutriments

9 La probabilité qu'aucun effet ne soit attribuable aux programmes d'alimentation saine dépasse 5 % généralement. Ces résultats peuvent être perçus comme des preuves insignifiantes d'une association, mais peu de confiance est témoignée à l'égard du présumé effet.

10 Le programme « Oslo breakfast » (déjeuner Oslo) a pris fin dans les années 1950 lorsque l'établissement de l'État-providence norvégien a éliminé les inquiétudes du public à propos de la famine chez les enfants. « Lorsque la nécessité sociale n'était plus aussi urgente, le soutien pour la politique s'est écroulé puisque de tels repas représentaient un fardeau financier pour les budgets publics. » Andersen et Elvbakken, 2007:376)

11 Cette étude utilise des techniques d'estimation des écarts dans les différences liées aux résultats municipaux. Si l'augmentation du rendement scolaire était imputable au programme d'alimentation saine, il aurait été logique de s'attendre à ce que la participation prolongée ou que l'aide accordée aux enfants plus jeunes résultent en un impact positif permanent sur les gains.

(Kleinman et al. 2002).¹² Même si le recours à ces programmes a également été lié à une diminution des absences et des retards, peu de preuves statistiquement concluantes permettent d'établir ce lien (Basch 2011; Kleinman et al. 2002).

L'ambiguïté entourant l'efficacité des programmes d'alimentation saine dans les pays à revenu élevé dépend en partie de l'insuffisance d'études comparables.¹³ Lorsque la recherche s'articule autour de maintes mesures du progrès, elle produit des résultats contradictoires. En effet, bien que l'apport en nutriments, le rendement scolaire et le poids santé par rapport à la taille sont considérés comme des indicateurs, il n'existe guère d'études qui examinent tous ces aspects simultanément.¹⁴ Par exemple, une étude a confirmé qu'un repas équilibré et nutritif servi à l'école a des effets positifs sur la pression artérielle, mais qu'il augmente aussi légèrement l'IMC (Damsgaard et al. 2014). Cela signifie que la santé, le rendement et les données anthropométriques¹⁵ devraient être évalués ensemble afin de comprendre l'impact des programmes d'alimentation saine. Aux États-Unis, dans une étude évaluant l'implantation de déjeuners gratuits à l'école servis dans les classes ou à la cafétéria, Schanzenbach et Zaki (2014) ont conclu qu'aucune de ces mises en œuvre de programmes

n'a eu d'incidence sur l'insécurité alimentaire du ménage ni sur l'apport en nutriments et n'a pas modifié de manière importante la quantité de nourriture consommée par les élèves. Les déjeuners en classe ont augmenté l'apport nutritionnel, la qualité du repas ainsi que les chances qu'un enfant déjeune, mais ont possiblement empiété sur le temps alloué au cours.¹⁶ Il convient également de noter qu'offrir le déjeuner en classe a augmenté le taux de participation de dix points de pourcentage, mais aussi haussé de cinq points de pourcentage la probabilité d'ingestion de deux déjeuners. Les programmes des petits déjeuners n'ont pas eu de retombées significatives sur les notes et la présence en classe.¹⁷ Les déjeuners servis en classe ont eu un effet positif sur le comportement des élèves dans quelques populations minoritaires et ont également diminué l'incidence de l'obésité dans les écoles urbaines très pauvres.

Dans l'ensemble, des preuves solides appuient les bienfaits du déjeuner et quelques éléments de preuve témoignent des effets bénéfiques de la consommation régulière d'un déjeuner de grande qualité. Les bienfaits du déjeuner sont généralement plus prononcés chez les enfants qui souffraient d'un faible état nutritionnel au départ. De même, quelques preuves démontrent

-
- 12 L'étude classe toute consommation contenant 50 % et moins de l'apport en nutriments recommandé par jour comme « faible apport en nutriments ».
 - 13 En outre, la possibilité que les interventions dans les repas scolaires obtiennent de moins bons résultats demeure envisageable. Or, ces données ne sont pas publiées afin d'éviter tout biais de publication qui pourrait nuire aux études comportant des résultats positifs, comme c'est le cas dans d'autres domaines scientifiques (Oostindjer et al. 2017)
 - 14 D'autant plus qu'il s'agit d'une tâche ardue que celle de distinguer les effets des programmes d'alimentation saine des autres initiatives de promotion de la santé publique. Un examen systémique de 42 interventions effectuées en Europe a démontré que les interventions à plusieurs composantes conjuguant la disponibilité de la nourriture avec le curriculum et la participation des parents ont considérablement amélioré le régime alimentaire des enfants, mais ont engendré des effets limités auprès des adolescents (Van Cauwenberghe et al. 2009).
 - 15 Ces mesures ont été recueillies auprès d'êtres humains.
 - 16 L'augmentation de la consommation de calories et de nutriments associée aux déjeuners servis en classe semble s'estomper à d'autres moments de la journée. Aucun de ces programmes n'a démontré d'incidence sur l'apport alimentaire quotidien des élèves.
 - 17 Le programme de déjeuners en classe a produit un effet positif sur la présence en classe (une élévation de 1,05 point de pourcentage) dans les classes de troisième année seulement. De plus, une hausse des retards a été remarquée chez certains niveaux scolaires, mais cette augmentation représentait moins d'un jour par année scolaire.

que les programmes des petits déjeuners aux élèves améliorent l'homogénéité et la qualité nutritionnelle des déjeuners offerts aux participants. Malheureusement, cela n'engendre pas de hausse de l'apport énergétique ni d'amélioration de la nutrition en général. D'ailleurs, aucune preuve n'atteste que les programmes d'alimentation saine pour les élèves réduisent l'insécurité alimentaire régnant dans les ménages. Puisque les programmes d'alimentation saine pour les élèves existent depuis longtemps,¹⁸ le manque de preuves pour appuyer les bienfaits de ces programmes est surprenant.

Les études de haute qualité n'arrivent toujours pas à trouver de preuves qui témoignent des effets positifs des programmes d'alimentation saine sur le comportement des élèves, leur présence en classe et sur l'aptitude d'apprentissage de l'ensemble de la population dans les pays développés.¹⁹ En vérité, les bienfaits indéniables du déjeuner justifient de fournir ce repas aux élèves qui autrement n'en bénéficieraient pas. Toutefois, la littérature laisse entrevoir que la prestation d'un programme de déjeuners gratuits a peu de chances de produire un impact social qui réduirait l'insécurité alimentaire, améliorerait la santé de la population ou la scolarisation du capital humain.

LES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SAINE POUR LES ÉLÈVES

Contrairement aux États-Unis, qui ont élaboré un

Programme des petits déjeuners dans les écoles en 1975, le Canada n'a implanté aucune norme nationale pour les programmes de repas à l'école (Gougeon et al. 2011).²⁰ Plutôt que de relever de la compétence fédérale, ces programmes dépendent des compétences provinciales et municipales, des collectivités, d'organismes à but non lucratif non gouvernementaux et des conseils scolaires (Godin et al. 2017). L'Ontario, la Nouvelle-Écosse et l'Alberta sont les premières provinces à se mobiliser pour élaborer des normes et des programmes. Ces programmes soulignent également le manque d'efficacité qui peut surgir lorsque le financement public et les lignes directrices ne concordent pas. Dans les autres provinces, les programmes de repas à l'école sont régis et financés par les organismes à but non lucratif engagés à favoriser la nutrition de l'enfant. Ces organismes de bienfaisance obtiennent un revenu en organisant des collectes de fonds, en recueillant des dons auprès de partenariats commerciaux, de parents et de collectivités, et par l'octroi de subventions gouvernementales.

Un examen systémique des lignes directrices imposées aux programmes des petits déjeuners dans les écoles a mis en lumière l'absence de lignes directrices de la part des gouvernements fédéral, territoriaux et de quatre administrations provinciales, soit la Saskatchewan, l'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick et le Québec (Godin et al. 2017).²¹ Les recommandations existantes formulent des lignes directrices

18 Aux États-Unis, le National Student Lunch Program a été lancé en 1946 et le School Breakfast Program a été mis à l'essai en 1966 et est devenu permanent en 1975 (Currie 2003).

19 Les études de grande qualité pourraient mettre en lumière une méthodologie expérimentale à répartition aléatoire, une multitude de variables de contrôle mesurées et des notes standardisées bien définies.

20 S'il est vrai que le Canada est le seul pays du G7 à ne pas avoir de programme national de nutrition pour étudiants, il n'est pas le seul à ne pas avoir de programme national de déjeuners pour étudiants: les autres pays du G7 proposent tous des programmes de repas du midi pour étudiants. Le Royaume-Uni, par exemple, a mis en place un programme de petits déjeuners dans 183 écoles de 2014 à 2016 et a pour objectif d'étendre ce programme à 1 700 écoles d'ici 2020. Certains autres pays avancés - notamment la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique et la Suisse - n'ont pas de programmes de nutrition obligatoire pour les étudiants (Harper, Wood et Mitchell 2008).

21 L'Association des enseignants du Nouveau-Brunswick et la Saskatchewan School Boards Association ont publié des lignes directrices tenant lieu de lignes directrices provinciales.

cohérentes, mais renferment aussi des affirmations contradictoires.²² Les recommandations courantes comprennent la participation des parents ainsi que celle de bénévoles formés et enthousiastes afin de fournir des programmes gratuits pour les enfants et leurs parents et d'intégrer le concept d'« universalité » concernant l'accessibilité du programme. Un manque de cohérence important règne dans d'autres domaines, en particulier en ce qui a trait aux aliments que doivent servir les programmes. Par exemple, l'Ontario préconise de ne pas offrir de produits qui contiennent des arachides pour éviter tout problème lié aux allergies, tandis que les lignes directrices du Manitoba « n'abordent pas et n'excluent pas les allergènes alimentaires potentiels » (Manitoba 2014).

Même lorsque des lignes directrices régissent l'approvisionnement des programmes d'alimentation saine aux élèves, plusieurs programmes ne s'y conforment pas, puisqu'ils se butent à de nombreux obstacles. Les coordonnateurs de programme en Ontario ont rendu compte des difficultés éprouvées par plusieurs écoles. Certaines d'entre elles ne disposent pas des installations appropriées pour la préparation de la nourriture, d'autres avouent ne pas offrir les aliments les plus sains en raison du coût de la nourriture, tandis que d'autres établissements évoquent l'ambiguïté des lignes directrices en matière de nutrition et une interprétation erronée de l'information nutritionnelle sur les emballages. Plusieurs coordonnateurs ont déclaré éprouver de la difficulté à maintenir les partenariats avec les magasins ou les organismes communautaires et ont fait part du manque de fiabilité du personnel des écoles et des bénévoles. La menace qui plane le plus souvent sur les programmes d'alimentation saine aux élèves est le financement constant et durable (Valaitis, Hanning et Herrmann 2013). En Nouvelle-Écosse, les aliments ayant un faible

apport nutritif et proscrits par la politique en matière de nutrition de la province se retrouvaient dans 12 à 45 % des menus des écoles, démontrant la non-conformité généralisée (McIsaac, Kirk et Kuhle 2015). Une analyse de 2012 portant sur la conformité des écoles de l'Alberta aux lignes directrices en matière de nutrition des enfants et des adolescents a révélé que 16 % des établissements scolaires n'étaient pas au courant des lignes directrices qui avaient été introduites en 2008. De plus, 35 % des écoles qui étaient conscientes des lignes directrices ne les ont pas respectées pour diverses raisons, et en tête de celles-ci figure la résistance des parents (Downs et al. 2012).

Le programme pilote d'alimentation saine dans les écoles en Alberta prouve que le financement gouvernemental et les lignes directrices proposées sur le montant à dépenser par repas ne s'harmonisent pas, entraînant donc un gaspillage des ressources. La structure du financement pour le projet pilote prévoyait d'accorder une bourse de 250 000 \$ à chacun des 14 territoires scolaires choisis dans la province. Ensuite, chaque territoire scolaire déciderait comment elle et à qui elle octroierait les fonds. Les données démographiques et le nombre d'élèves varient de manière significative d'un territoire scolaire à l'autre, en Alberta. En effet, le Conseil scolaire de Calgary compte à peu près 121 000 élèves tandis que le Calgary Catholic School District en recense environ 56 000. Par conséquent, chaque territoire a reçu le même montant forfaitaire en financement pour les programmes d'alimentation saine dans les écoles. Néanmoins, le Calgary Catholic School District a obtenu plus du double du financement accordé par élève que le Conseil scolaire de Calgary pendant le projet pilote. Le gouvernement de l'Alberta a proposé une ligne directrice en matière de dépenses de cinq dollars par élève, par jour et, comme précisé dans le résumé du projet pilote, plus de 5 000 élèves ont bénéficié d'un

22 Pour obtenir une liste exhaustive des similitudes et des différences entre les recommandations formulées dans les programmes d'alimentation saine, consulter Godin et al. (2017).

repas nutritif chaque jour grâce au projet. Toutefois, il faut apporter un bémol à ces calculs en raison de disparités entre les montants du financement consentis à chaque territoire scolaire et le coût réel qui respecte les lignes directrices en matière de dépenses recommandées par le gouvernement. D'après le calcul utilisant les recommandations et les données fournies par le gouvernement, c.-à-d. 5 \$/repas pour nourrir 5 000 élèves pendant un minimum de 180 jours d'école, le programme coûterait 4 500 000 \$. Or, le gouvernement n'a accordé qu'un financement de 3 500 000 \$ répartis dans 14 territoires scolaires, ce qui représente un manque à combler de près d'un million de dollars pour satisfaire aux lignes directrices en matière de dépenses.

Les programmes d'alimentation saine au Canada essuient de nombreux revers qui pourraient restreindre leur capacité à améliorer la santé des élèves et les imprégner d'une culture saine qui leur apportera des bienfaits plus tard dans leur vie. La disparité entre les recommandations et le financement octroyé témoigne de l'incohérence qui existe dans la politique d'alimentation saine pour les élèves. Lorsque le financement n'est pas adapté aux lignes directrices en matière de nutrition et que les coordonnateurs doivent choisir entre favoriser la quantité au détriment de la qualité ou d'imposer d'autres restrictions aux programmes, les programmes d'alimentation saine se trouvent, par définition, en position d'insécurité alimentaire marginale. Quoiqu'en théorie, n'importe quel financement est mieux qu'aucun financement, l'allocation du même montant pour différents territoires scolaires sans tenir compte des différences liées à la taille de chaque territoire et du nombre d'élèves le fréquentant s'avère inefficace. Pas surprenant qu'en raison du manque de cohérence dans les lignes directrices, les mécanismes de financement et les objectifs des politiques partout

au pays les programmes diffèrent sur le plan de la complexité et qu'ils obtiennent des résultats ambigus, bien que généralement positifs.

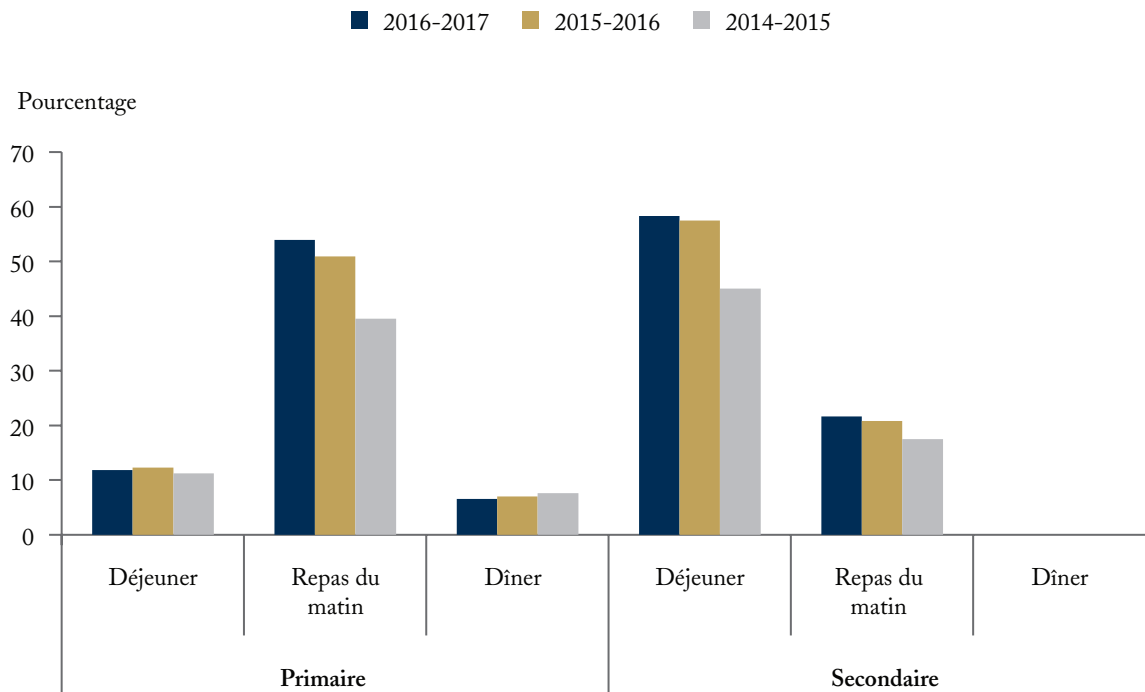
Les preuves recueillies auprès des programmes d'alimentation saine à Toronto

La croyance populaire veut que les programmes d'alimentation saine pour les élèves soient bénéfiques à divers égards. Dans le but de déterminer si les programmes des petits déjeuners jouent un rôle dans l'aptitude à l'apprentissage des élèves, leurs résultats aux examens ou leur présence à l'école, nous avons analysé des données du Toronto School Board qui englobent les indicateurs du rendement des élèves, les renseignements socio-économiques et la prestation des programmes d'alimentation saine.²³

En premier lieu, nous constatons que la majorité des écoles offrent un déjeuner ou un repas du matin (Graphique 4). De manière générale, le repas du matin est servi pendant les cours, tandis que le déjeuner est prêt à emporter avant le début des cours. D'ailleurs, les programmes des dîners sont beaucoup moins courants. Cette réalité pourrait découler du manque d'équipement approprié en cafétéria et des coûts exorbitants afférents aux ressources d'approvisionnement. Deuxièmement, nous avons remarqué que les écoles défavorisées ont davantage tendance à offrir des repas. De simples corrélations entre la disponibilité des programmes d'alimentation saine et certains indicateurs comportementaux et socio-économiques démontrent que les écoles situées dans les quartiers au revenu médian modique, dans les secteurs à prévalence élevée de ménages vivant de l'aide sociale et où les adultes ont un faible niveau de scolarité sont plus susceptibles de fournir des repas aux élèves (Graphique 5). De même, nous avons remarqué que les établissements scolaires présentant des

23 Les données proviennent de 473 écoles primaires et de 120 écoles secondaires recueillies pendant trois années scolaires (de 2014-2015 à 2016-2017).

Figure 4 : Écoles du TDSB qui offrent un programme de repas



Source : Toronto District School Board, calculs des auteurs.

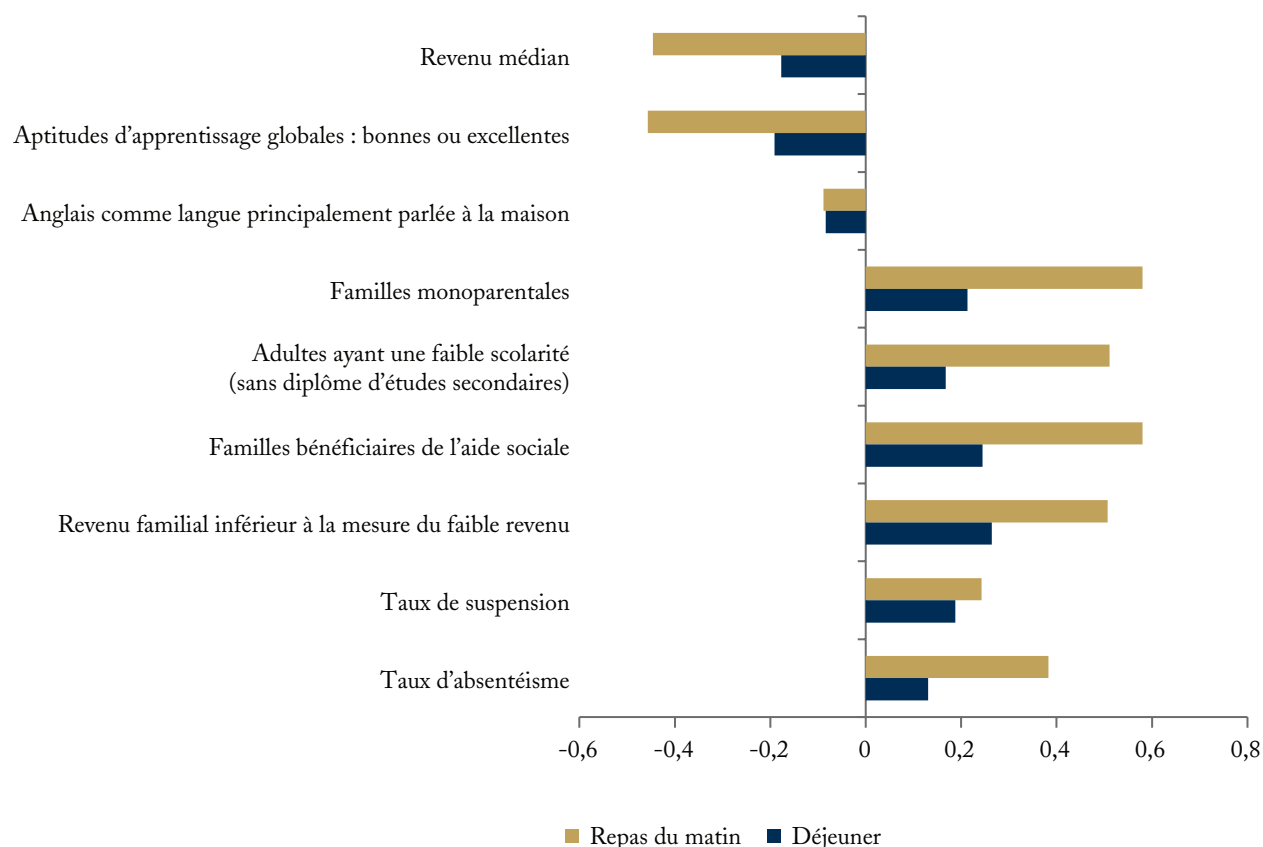
taux élevés de suspension et d'absentéisme d'élèves ont davantage tendance à offrir des repas. Ces deux observations montrent que les programmes d'alimentation saine dans les écoles du TDSB sont offerts dans la majorité des écoles et visent clairement les élèves les plus à risque.

Nous avons aussi évalué l'influence qu'exerce le repas du matin sur divers aspects du rendement scolaire et du comportement de l'élève, et ce, en tenant compte des variables socio-économiques. Nous avons adopté deux approches statistiques : le modèle linéaire à effets fixes et l'estimation des écarts dans les différences. En ce qui concerne les modèles linéaires à effets fixes, nous avons examiné le rapport entre les programmes des petits déjeuners et le rendement scolaire tout en considérant les caractéristiques socio-économiques et démographiques. D'après la méthode des

moindres carrés ordinaires, les régressions des effets fixes sont des régressions linéaires qui tiennent compte des caractéristiques latentes propres à l'école. L'hypothèse implicite veut que les effets latents propres à l'école soient constants au fil du temps. Cette analyse comprend des écoles qui offraient un programme de repas du matin ou de petits déjeuners pendant les trois années scolaires visées ou pendant quelques années ou qui n'ont pas du tout offert de programme de ce genre.

L'estimation des écarts dans les différences mesure l'impact de l'introduction d'un programme des petits déjeuners sur le rendement scolaire des élèves comparativement au rendement scolaire d'élèves fréquentant des écoles qui ne disposent pas de programmes d'alimentation saine. Ces régressions prennent aussi en considération les effets fixes de chaque école. Le « groupe étudié »

Figure 5 : Corrélation entre les programmes de nutrition et les indicateurs socioéconomiques dans les écoles primaires de Toronto



Remarques : Cette analyse est fondée sur une corrélation de Pearson, dont les valeurs possibles se situent entre -1 et 1. La valeur de la corrélation indique le degré d'une relation proportionnelle associée entre la variable et la prestation d'un repas du matin. Toutes les corrélations sont significatives à un niveau de confiance de 99 %.

Source : Toronto District School Board, données non publiées, analyse des auteurs.

est constitué d'écoles qui ne disposaient pas d'un programme d'alimentation saine pendant l'année scolaire 2014-2015, mais qui en ont implanté un au cours des deux années qui ont suivi. Les écoles primaires qui n'ont fourni aucun repas du matin lors des années d'observation ont servi de contrôle expérimental ou de groupe témoin dans l'estimation des écarts dans les différences. Nous avons exclu les écoles qui ont offert un repas du matin ou un programme des petits déjeuners lors des trois années, réduisant ainsi l'échantillon à 266 écoles.

Les résultats comptent peu de preuves qui corroborent le rejaillissement des programmes du repas du matin ou des déjeuners à l'école sur le rendement scolaire des élèves. De faibles preuves laisseraient croire que les repas du matin seraient plus efficaces que le programme des petits déjeuners, mais aucun résultat statistiquement significatif n'abonde dans ce sens. Par exemple, l'accès à un programme de repas du matin était lié à une augmentation de 1 à 3 % d'élèves de plus en troisième année qui ont obtenu des résultats

Tableau 1 : Association des programmes de déjeuner et de repas du matin avec le rendement des élèves

		Effets fixes – Déjeuner (pourcentage)	Effets fixes – Repas du matin (pourcentage)	Différence dans l'estimation des différences (pourcentage)	
				L'école met en œuvre un programme de repas du matin	Effet du traitement
3e année	Taux d'absentéisme	0,30	1,14	-7,60 (*)	-2,89
	Taux de suspension	2,831	3,376	-6,02	-1,60
	Aptitudes élevées d'apprentissage	-6,49	1,72	-0,21	-3,85
6e année	Taux d'absentéisme	-0,76	-2,10	1,25	-4,00
	Taux de suspension	-0,85	1,94	7,56 (*)	-1,73
		-1,23	0,33	3,58	-2,70
Taux d'absentéisme		-0,19	-0,16	-0,19	0,00
Taux de suspension		0,054	0,123	0,21	0,10
Aptitudes élevées d'apprentissage		-1,396	-1,453	-4,59 (**)	-0,73

Remarques : variables de contrôle incluses dans toutes les spécifications : revenu médian des parents dans le voisinage, pourcentage de familles monoparentales, pourcentage d'élèves ayant des besoins spéciaux, pourcentage d'élèves qui sont de nouveaux immigrants, effets fixes de l'école, tendance temporelle. Les résultats ne sont pas statistiquement significatifs, sauf mention contraire. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ces résultats et d'autres spécifications en matière de régression, consulter l'Annexe. Les résultats de l'OQRE représentent le pourcentage d'élèves qui obtiennent un résultat acceptable (niveau 3 ou 4) à l'évaluation. *Significatif à un niveau de confiance de 95 %.

Source : Toronto District School Board, données non publiées. Analyse des auteurs.

acceptables (niveau 3 ou 4) aux évaluations de l'OQRE comparativement à l'amélioration marginale en mathématiques et 6 % moins d'élèves qui ont obtenu des notes acceptables en écriture (Tableau 1, colonnes 1 et 2).

Or, l'implantation d'un programme de repas du matin ne démontre aucun effet ni de déclin marginal sur le rendement scolaire des élèves comparativement aux écoles qui n'offraient pas de programme d'alimentation saine. Encore une fois, nous n'avons constaté aucun résultat statistiquement significatif (Tableau 1, colonne 4). Bref, les résultats de notre analyse ne nous permettent pas de tirer de conclusion. De plus, nous n'avons relevé aucune

amélioration du rendement scolaire connexe aux programmes d'alimentation saine. Statistiquement, nous ne pouvons pas écarter l'hypothèse supposant que les programmes de repas n'ont aucune incidence sur la présence à l'école, les notes aux examens ou sur l'aptitude à l'apprentissage.

LES DÉFIS LIÉS À LA PRESTATION DES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SAINE

Un programme d'alimentation saine pour les élèves conçu pour soulager la faim et améliorer l'état nutritionnel des enfants se distingue d'un

programme d'alimentation saine universellement approvisionné qui aspire à optimiser la santé d'une population. Bien qu'un programme universel fournissant la nourriture appropriée à tous les élèves soulagerait la faim, plus les objectifs du programme ratissent large, plus de ressources (temps, financement, employés) seront nécessaires pour implanter ce programme avec succès.

Plusieurs tensions surgissent dans la prestation de programmes d'alimentation saine qui compliquent l'approvisionnement efficace de ces programmes. L'efficacité des programmes d'alimentation saine repose sur leur accessibilité par tous les élèves. Lorsque les ressources du programme se font rares, les coordonnateurs devraient restreindre les services aux élèves qui en ont le plus besoin, réduire le nombre de jours de prestation du programme ou terminer le programme avant la fin de l'année scolaire. Restreindre l'accès au programme entrave son efficacité, puisque les élèves qui en ont besoin peuvent se sentir méprisés d'avoir recours au repas gratuit. Par conséquent, ce sentiment dissuade les élèves d'user du programme. Aussi, lorsque les coordonnateurs sélectionnent la nourriture à servir, il est possible qu'ils doivent choisir entre la meilleure option globale en matière d'aliments sains et l'option qui ne contient pas d'allergènes. Les problèmes qu'impose le choix du menu se complexifient en raison des différents besoins des élèves sur les plans diététique, religieux, culturel ou médical.

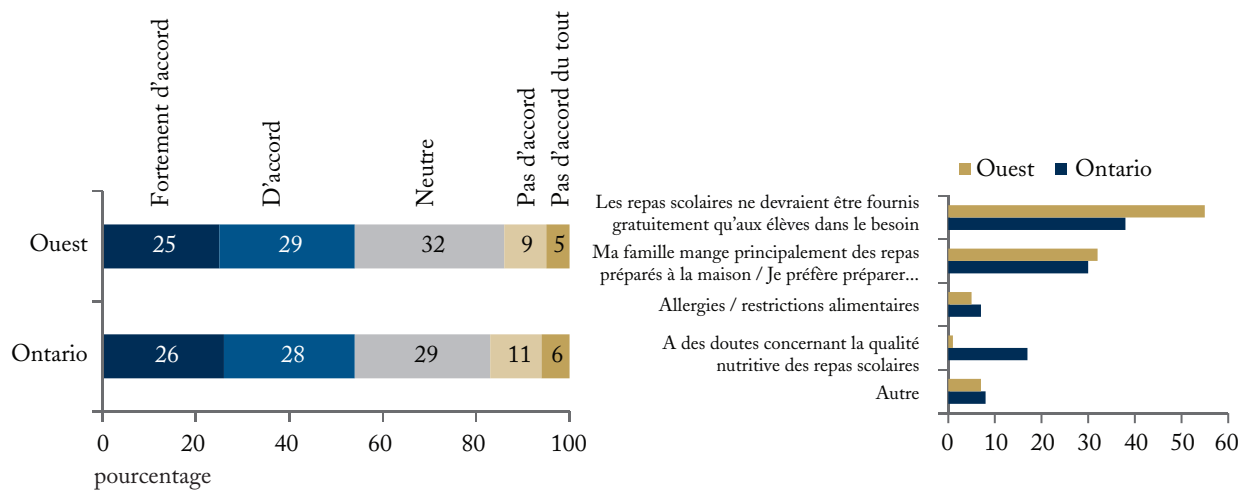
Maintes difficultés nuisent continuellement à l'universalité des services, même en ce qui concerne un programme d'alimentation saine universel. Dans le cadre d'une étude pilote des programmes d'alimentation saine au sein du TDSB, 38 % des élèves déjeunaient à la maison et mangeaient

ensuite un repas du matin à l'école, mais seulement 26 % déjeunaient à l'école et 16 % de ces enfants ne déjeunaient toujours pas la plupart des jours (Muthuswamy 2012). Le nombre d'enfants qui ont mangé deux déjeuners est supérieur à celui des élèves qui n'ont bénéficié du repas que par l'entremise du programme d'alimentation saine. La motivation des élèves qui consommaient un déjeuner à la maison et à l'école (et dont l'apport énergétique alimentaire augmentait) reste nébuleuse : tentaient-ils de compenser l'insécurité alimentaire dont ils souffraient ou le régime alimentaire de piètre qualité servi à la maison, ou voulaient-ils simplement manger deux déjeuners? La demande pour un programme universel des petits déjeuners n'est pas forte dans toutes les écoles. Un sondage auprès des acheteurs des ménages canadiens a révélé que seulement un peu plus de la moitié d'entre eux (54 %) ont répondu qu'ils inscriraient leur enfant à un programme universel gratuit des petits déjeuners (Graphique 6). La principale raison justifiant cette hésitation alléguait « que les repas à l'école devraient être offerts gratuitement seulement aux élèves dans le besoin », alors qu'un tiers des parents qui refuseraient que leur enfant prenne part au programme ont simplement répondu qu'ils préfèrent préparer eux-mêmes le déjeuner.²⁴

La réussite globale d'un programme d'alimentation saine tend à passer par un taux de participation élevée auprès de tous les élèves afin de nouer des relations avec les élèves qui se trouvent le plus dans le besoin tout en évitant la honte liée au recours à un tel programme. S'il existait plus de programmes universels des petits déjeuners qui servent toujours de la nourriture nutritive, les parents auraient moins tendance à percevoir ces

24 Les données du TDSB ne sont pas assez détaillées pour déterminer si la majorité des parents qui étaient d'accord pour que leur enfant ait recours au programme résidaient tous dans le même secteur. Si une grande majorité d'entre eux demeuraient dans des secteurs précis, il pourrait s'agir d'un indicateur des endroits où le besoin se fait plus ressentir et où le programme y serait le plus susceptible d'atteindre son objectif. La principale hésitation voulant que les repas ne devraient viser que les élèves dans le besoin pourrait également être interprétée comme un symptôme de la honte constante entourant l'admissibilité au repas gratuit.

Figure 6 : Réponses au sondage sur la perception du public



Réponse à l'affirmation: "Si le petit-déjeuner était servi à l'école et était gratuit pour tous les enfants, je choisirais de faire participer mon enfant au programme"

Source : Grocery Foundation (données non publiées)

Remarques : Le sondage couvre les ménages avec des enfants. Il a été demandé aux parents qui ont indiqué qu'ils ne choisiraient pas de faire participer leur enfant de clarifier leur hésitation. L'enquête ne tient pas compte des caractéristiques socioéconomiques des ménages.

initiatives en tant que programme de bien-être social pour les démunis, entraînant ainsi une hausse du taux de participation. Le lieu d'un programme d'alimentation saine agit aussi sur le recours à celui-ci et son efficacité. Le service des repas dans la classe, pendant les heures normales de cours, engendre des taux de participation plus élevés, puisque les élèves n'ont pas à se rendre tôt à l'école et ils n'éprouvent aucune honte, ou du moins très peu, à manger le repas, car il est offert à tous. Or, cette approche raccourcit le temps réservé au cours afin de permettre aux élèves de manger le repas.²⁵

Il s'agirait d'une perte de temps de cours justifiable si elle améliorait l'aptitude à l'apprentissage et le taux de présence en classe des élèves. Le conflit qui oppose la participation élevée aux programmes d'alimentation saine au détriment du temps réservé aux cours sous-entend que ces programmes ne devraient être dispensés en classe seulement lorsque les avantages l'emportent sur l'inconvénient pour la majorité des élèves.

Les programmes d'alimentation saine doivent affronter des défis d'ordre général afin d'assurer la prestation efficace et systématique du service.

25 Il ne faut pas oublier que les enseignants ne tirent aucun avantage de la perte de temps de cours au profit d'un programme d'alimentation saine vu que le curriculum reste le même et qu'ils ne sont pas rémunérés pour la préparation et le nettoyage supplémentaires qu'exigent les repas. Des coordonnateurs ont également signalé des différends avec la direction de l'école dans les cas où les enseignants ne permettent pas aux élèves de manger en classe. En effet, il peut s'avérer difficile pour les coordonnateurs de trouver un espace qui convient aux élèves, aux enseignants, à la direction de l'école ainsi qu'au personnel d'entretien. (Valaitis, Hanning et Herrmann 2013).

La plupart des écoles ne disposent pas d'espaces appropriés pour la préparation et l'entreposage de la nourriture, ce qui restreint les options de produits alimentaires frais et non préparés qu'elles peuvent offrir. Plusieurs coordonnateurs de programmes d'alimentation saine affirment crouler sous leur charge de travail écrasante qui exige, entre autres, de trouver des solutions aux groupements de financement irréguliers, aux partenariats sporadiques avec la collectivité et un manque de bénévoles. Ces coordonnateurs craignent que personne ne les remplace s'ils quittaient l'école (Valaitis, Hanning et Herrmann 2013). Ces défis liés à l'approvisionnement des programmes dont les ressources sont maigres et irrégulières composent la raison principale qui explique les failles dans les lignes directrices existantes (Downs et al. 2012; McIsaac, Kirk et Kuhle 2015; Valaitis, Hanning et Herrmann 2013).

Le financement des programmes des petits déjeuners

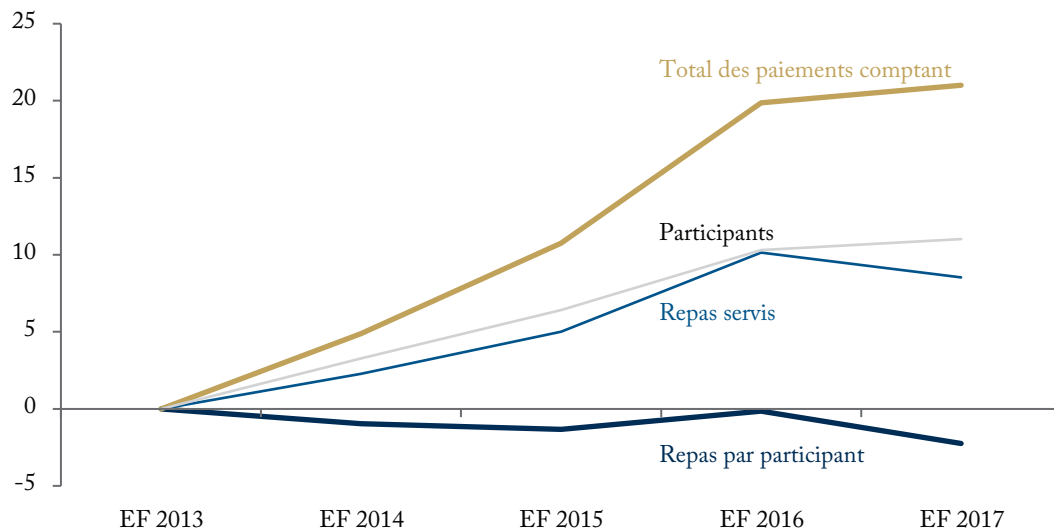
Les programmes d'alimentation saine luttent continuellement pour avoir un accès régulier au financement. À Toronto, les gouvernements fédéral et provincial financent tout au plus 20 % des coûts types des programmes en places dans les secteurs « désignés » (à risque élevé) (de Wit 2012). En fonction du coût moyen établi de 1,02 \$ à 1,59 \$ par élève/jour, il en coûte environ 50 000 \$ à 80 000 \$ (excluant les dépenses supplémentaires connexes aux fournitures de cuisine et aux employés) pour gérer un programme des petits déjeuners typique (282 000 élèves pendant 175 journées d'enseignement) dans une école située dans un secteur désigné (Muthuswamy 2012). Le financement provenant du gouvernement pour le programme s'élèverait aux alentours de 13 000 \$.

Donc, il faut amasser les 50 000 \$ nécessaires par l'intermédiaire de levées de fonds, de contributions des parents et de dons de la collectivité. Il s'agit d'un défi de taille pour n'importe quelle école, surtout pour celles qui se trouvent dans des secteurs défavorisés. L'étude pilote menée auprès du TDSB illustre la difficulté éprouvée par les programmes d'alimentation saine pour obtenir le financement adéquat. Les parents ont été sollicités pour offrir une contribution volontaire de 20 \$ pour couvrir les coûts du programme. Toutefois, un maigre montant de 6 878 \$ a été amassé en contributions sur tout le territoire pour l'année scolaire 2008-2009 (Muthuswamy 2012).

En outre, comme mentionné précédemment dans le cas de l'Alberta, il est possible que les montants aient été répartis inégalement entre les écoles pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les facteurs géographiques ou socio-économiques. Ce problème n'apparaît pas dans la structure de financement du School Breakfast Program aux États-Unis. En 2014, les subventions proprement dites versées pour les déjeuners se chiffraient à 1,62 \$ US par déjeuner gratuit, 1,32 \$ par déjeuner à prix réduit et à 0,28 \$ par déjeuner payé. Si 40 % et plus des déjeuners servis dans une école en particulier sont gratuits ou à prix réduit, chacun de ces repas reçoit une subvention proprement dite supplémentaire de 0,31 \$ US (Hoynes et Schanzenbach 2015).²⁶ Ainsi, cette méthode de financement est directement afférente aux besoins des participants du programme. Les écoles comprenant un pourcentage élevé d'élèves issus de ménages à faible revenu reçoivent un octroi de subventions supplémentaire pour pallier la difficulté à amasser des fonds pour le programme auprès de la collectivité de ces secteurs. Les gouvernements des provinces et territoires du Canada pourraient améliorer leur utilisation des fonds destinés aux programmes d'alimentation

26 Environ trois quarts des déjeuners servis dans le cadre du programme ont bénéficié de ce paiement destiné aux « besoins graves ». Par conséquent, le paiement en subventions moyen montait à 1,62 \$ en 2014.

Figure 7 : Indice des programmes de déjeuner dans les écoles américaines



Source : <https://www.fns.usda.gov/pd/child-nutrition-tables>.

saine en réorganisant le financement par subvention imprévisible en une approche fondée sur le nombre d'élèves et leur niveau de besoin.

L'ensemble du School Breakfast Program des États-Unis souffrirait de la pénurie des ressources limitées, même malgré un financement structuré et prévisible. Les paiements en subventions versés au programme ont connu une croissance d'approximativement 5 % par année, mais le nombre de participants s'est accru plus rapidement que le nombre de repas servis, ce qui a entraîné une réduction des repas offerts à chaque participant chaque année (Graphique 7). Au fil du temps, le nombre de dollars investis par repas et par participant a augmenté. La croissance du nombre de participants et l'augmentation des coûts liés aux repas ont engendré une hausse des dépenses du gouvernement fédéral allant de 3,5 milliards \$ US en 2013 à 4,2 milliards \$ US en 2017. Malgré l'augmentation des montants accordés par participant et par repas, le financement pourrait ne pas s'avérer suffisant pour fournir aux élèves de

la nourriture hautement nutritive. Une analyse du programme a révélé que seulement 15 % des écoles qui offraient des déjeuners satisfaisaient à toutes les normes du Student Meal Initiative (Fox et Condon 2012) en grande partie parce que la majorité des écoles ne servaient pas de déjeuners qui contenaient suffisamment de calories comme le stipulait la norme.

Dans le but d'évaluer le coût approximatif de la prestation d'un programme universel de déjeuners gratuits dans les écoles canadiennes, nous avons établi une correspondance entre les coûts du programme américain à ceux du Canada. Les programmes de repas aux élèves du TDSB coûtent entre 0,91 \$ et 2,49 \$ par enfant/jour, tout dépendant du type de repas et de l'âge de l'élève (Muthuswamy 2012). L'Alberta recommande de déboursier 5,00 \$ par élève/jour. Aux États-Unis, environ 20 % des élèves allant de la prématernelle jusqu'à la douzième année ont recours au School Breakfast Program, dont les dépenses totalisaient 55,70 \$ US par élève ou 290 \$ US par participant.

Un programme national canadien ayant un taux de participation semblable (environ 20 % d'élèves qui reçoivent 165 repas chaque année) et des coûts similaires nécessiterait un financement d'approximativement 270 millions \$ par année (Graphique 8). Si, toutefois, le programme d'alimentation saine était financé dans l'intention de procurer un bienfait à tous les élèves, le coût de ce programme se chiffrerait aux alentours de 1,4 milliard \$ par année. Attendu que le gouvernement fédéral a injecté au total à peu près 5 milliards \$ en 2016 dans le système d'éducation, un programme des petits déjeuners aux élèves fourni à l'échelle nationale et financé par le gouvernement fédéral augmenterait les dépenses fédérales en matière d'éducation de grosso modo 28 %.²⁷ Afin de replacer les dépenses dans le contexte, lors de l'exercice financier 2013-2014, le salaire moyen d'un enseignant à l'école primaire était de 51 046 \$, alors que les enseignants ayant cumulé 15 ans d'expérience touchaient 84 677 \$.²⁸

IMPLICATIONS POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

D'une part, les problèmes découlant de l'insécurité alimentaire, soit la pauvreté ainsi que les troubles de la santé physique et mentale, justifient amplement d'offrir des repas sains à des enfants qui n'en bénéficieraient pas autrement. D'autre part, il manque de preuves statistiquement importantes²⁹

qui soutiennent que les programmes d'alimentation saine améliorent l'aptitude à l'apprentissage ou la présence à l'école dans les pays à revenu élevé. Quelques preuves indiquent que les programmes des petits déjeuners aux élèves améliorent la qualité du régime alimentaire des participants grâce à des repas nutritifs (Bhattacharya, Currie et Haider 2006; Crepinsek et al. 2006; Frisvold 2012). Or, cela ne semble se concrétiser en une amélioration de l'ensemble de la nutrition : d'autres recherches ont conclu que de tels programmes n'avaient aucune incidence sur l'apport alimentaire quotidien (Crepinsek et al. 2006) ni d'effet d'entraînement rehaussant la qualité du régime alimentaire adopté par le ménage (Bhattacharya, Currie et Haider 2006).

Les obstacles à l'implantation de programmes d'alimentation saine peuvent grandement perturber leur efficacité. Un de ces obstacles est l'accès régulier au financement. De même, certaines écoles ne disposent pas des installations appropriées pour préparer et entreposer la nourriture, et dans certains cas, le personnel de l'école et les bénévoles offrent une aide sporadique ou limitée. Conséquemment, plusieurs programmes ne disposent pas de lignes directrices appropriées en matière de nutrition. Notons que tout programme d'alimentation saine qui contraint les coordonnateurs à choisir entre la quantité et la qualité de la nourriture à offrir souffre fondamentalement d'insécurité alimentaire marginale.³⁰ Les probabilités qu'un programme

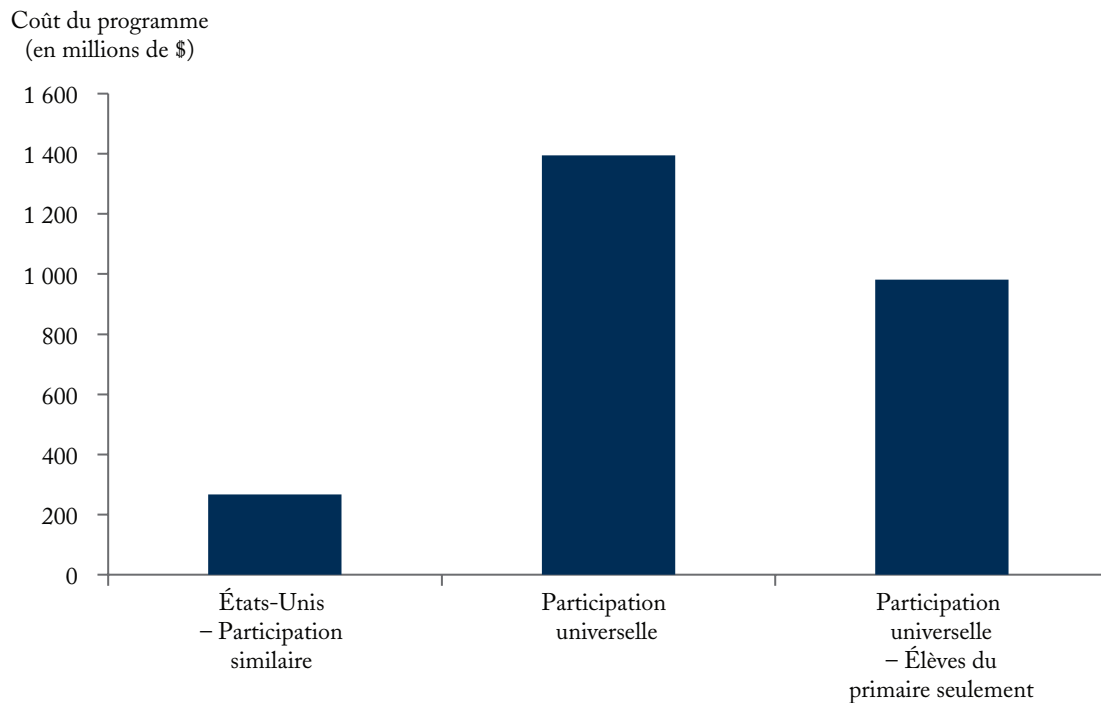
27 En 2016, les gouvernements provinciaux et territoriaux ont déboursé 75 millions \$ en éducation. Si les gouvernements provinciaux et territoriaux finançaient un programme universel des petits déjeuners aux élèves, leurs dépenses en éducation augmenteraient de plus ou moins 2 %.

28 Statistique Canada « Salaire statutaire annuel des enseignants des établissements publics, selon le niveau d'enseignement et les années d'expérience, dollars canadiens, Canada, provinces et territoires, 2013-2014 », Tableau D.2.1; disponible au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/81-604-x/2016001/t/tbld2.1-fra.htm>

29 La probabilité qu'aucun effet ne soit attribuable aux programmes d'alimentation saine dépasse 5 % généralement. Ces résultats peuvent être perçus comme des preuves insignifiantes d'une association, mais peu de confiance est témoignée à l'égard du présumé effet.

30 Le même principe s'applique si les coordonnateurs doivent restreindre l'accès au programme aux élèves qui en ont le plus besoin ou réduire le nombre de jours de prestation du programme.

Figure 8 : Coût financier estimé d'un programme de déjeuner national pour les élèves



Remarques : La participation américaine au programme de déjeuner à l'école et les coûts proviennent des tableaux de nutrition de l'enfant de l'USDA (exercice financier 2017). Les nombres d'élèves proviennent du National Center for Education Statistics pour les États-Unis, et de Statistique Canada (série 37-10-0007-07, 2016) pour le Canada. La participation similaire aux États-Unis est calculée en multipliant les dépenses du programme (\$/élève) aux États-Unis par le nombre d'élèves au Canada. La participation universelle prend pour hypothèse que les programmes sont financés de façon semblable aux programmes américains sur la base des dollars par participant.

d'alimentation saine entravé par l'insécurité alimentaire améliore la sécurité alimentaire de la population générale sont faibles.

Les programmes d'alimentation saine dans les écoles ont présenté des objectifs et des résultats légèrement contradictoires : améliorer les résultats d'examen des élèves, réduire le taux d'absentéisme, augmenter l'apport énergétique alimentaire, réduire le taux d'obésité, amoindrir l'insécurité alimentaire et améliorer la qualité nutritionnelle. Alors, rien de surprenant dans le fait qu'aucun consensus n'ait été adopté sur les effets des programmes dans les recherches existantes lorsque les politiques de ces programmes comportent des objectifs contradictoires. Le manque de preuves statistiquement significatives démontrant les effets

positifs des programmes d'alimentation saine, ainsi que les problèmes de financement et de mise en œuvre nous amènent à conclure qu'ils ne sont pas une solution miracle.

Plus précisément, les bienfaits des programmes d'alimentation saine sont davantage prononcés chez les populations à faible revenu et défavorisées. Cependant, il n'existe aucun consensus quant à savoir si ces programmes apportent des bienfaits à tous les élèves. Plutôt que de tenter de préconiser une solution tout-aller aux problèmes nuancés et complexes causés par les politiques, de plus amples progrès pourraient être accomplis en fixant des buts précis à différentes politiques. Par exemple, si un programme a pour objectif d'optimiser l'aptitude à l'apprentissage et les résultats d'examen des élèves,

il s'avère contre-productif d'empiéter sur le temps réservé aux cours dans l'espoir qu'augmenter leur apport énergétique alimentaire compensera pour le temps perdu. En revanche, le gouvernement pourrait utiliser ce même montant de financement pour embaucher plus d'enseignants et même réduire le nombre d'élèves par classe : chaque enseignant pourrait consacrer plus de temps à chaque élève.³¹

Les recherches concluant que les programmes d'alimentation saine n'ont aucune incidence sur l'apport alimentaire quotidien ni aucun effet d'entraînement rehaussant la qualité du régime alimentaire adopté par le ménage, suggèrent qu'ils ne constituent pas en soi une politique efficace pour réduire l'insécurité alimentaire. De surcroît, comme mentionné précédemment, un programme d'alimentation saine dont l'approvisionnement est inadéquat et irrégulier contribue à l'insécurité alimentaire. Environ 15 % des ménages où habitent des enfants vivent au minimum dans insécurité alimentaire marginale, et la prévalence est plus élevée dans les ménages tenus par des femmes monoparentales (Graphique 1). Dans ces conditions, les politiques qui privilégient l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages où habitent des enfants devraient cibler ces ménages. Même s'il existait des preuves confirmant les effets positifs dans tous les ménages, le coût supplémentaire découlant de la prestation du programme à tous les élèves, plutôt que seulement ceux issus de ménages souffrant d'insécurité alimentaire, l'emporterait probablement sur les bienfaits.³²

Un argument semblable touche les programmes d'alimentation saine dont l'objectif vise à réduire

l'obésité infantile : une étude pilote du programme d'alimentation saine au sein du Toronto District School Board a révélé que les participants qui mangeaient deux déjeuners étaient plus nombreux que ceux qui ne déjeunaient qu'à l'école, alors que 16 % des enfants ne déjeunaient toujours pas, malgré l'accès universel au programme (Muthuswamy 2012). Les travaux sur l'incidence des programmes d'alimentation saine sur le poids ne permettent pas de tirer une conclusion. Attendu qu'il y a beaucoup plus d'élèves qui consomment deux déjeuners que d'élèves qui n'en mangent qu'un seul par l'entremise d'un programme des petits déjeuners et qu'il existe peu de preuves démontrant que ces initiatives améliorent l'état nutritionnel global, nous déduisons qu'aucune preuve concluante ne permet d'appuyer ou de réfuter l'affirmation voulant que les programmes d'alimentation saine aident à réduire l'obésité infantile.

L'amélioration des programmes d'alimentation saine pour les élèves au Canada

L'objectif fondamental des programmes d'alimentation saine à l'école consiste à nourrir les enfants affamés. Il existe des preuves solides qui corroborent les bienfaits de manger un déjeuner comparativement à sauter ce repas. Toutefois, les preuves concernant l'incidence des programmes des petits déjeuners sur le rendement scolaire et la santé des élèves restent mitigées et ne permettent pas de tirer une conclusion. Qui plus est, la réussite de n'importe quel programme d'alimentation saine dépend d'une bonne logistique et mise en œuvre. La honte associée à l'admissibilité à un repas subventionné et les contraintes d'horaire qu'impose

31 Cette approche pourrait cibler des compétences précises. Parallèlement, une augmentation du pourcentage d'enseignants dûment formés en mathématiques au niveau primaire constituerait une approche dont l'objectif s'articule autour de l'amélioration de l'enseignement des mathématiques et des compétences à cet égard chez les élèves en bas âge.

32 Dans le présent Commentaire, nous ne procédons pas à une analyse coût-avantage. Considérant que 85 % des ménages avec enfants vivent dans la sécurité alimentaire, et qu'ils ne tireraient donc qu'un très faible avantage d'un programme d'alimentation saine, les 15 % restants représentent les ménages qui bénéficieraient du programme. Toutefois, le programme doit combler suffisamment de bienfaits pour justifier tous les coûts afférents.

le fait de devoir arriver assez tôt à l'école pour manger avant le début des cours (dans les cas où le programme est offert avant les heures de classe) sont les deux plus grands obstacles à la participation aux programmes d'alimentation saine (Basch 2011; Godin et al. 2017; Imberman et Kugler 2014; Kleinman et al. 2002). Pour ces raisons, les programmes sont plus productifs lorsqu'ils sont offerts universellement et gratuitement à tous les élèves (Imberman et Kugler 2014).

Cependant, il faut résister à la tentation d'étendre la portée d'un programme pour nourrir plus d'élèves dans le but de l'améliorer, car cela nuirait aux élèves qui en bénéficient déjà. Sans aucun doute, le développement d'un programme qui ne satisfait pas aux normes en matière de nutrition ou qui croule sous les difficultés d'exploitation systémiques n'apportera aucun bienfait aux élèves. Au contraire, le programme devrait se concentrer sur les enfants les plus à risque et qui en tireraient le plus de bienfaits, jusqu'à ce que le programme puisse être développé de manière fonctionnelle.

Pour faire la part de ces conclusions apparemment contradictoires – le besoin d'un accès universel et celui de mieux cibler le programme – la priorité devrait être accordée aux écoles situées dans les secteurs où il y a un pourcentage élevé de ménages inscrits à l'assistance sociale ou à faible revenu.³³ Si une école dispose d'un programme d'alimentation saine, celui-ci devrait être offert à tous les enfants appartenant au même groupe (de la même classe ou en même année), et non se restreindre aux enfants dans le besoin.

Les programmes d'alimentation saine aux élèves de grande qualité doivent affronter plusieurs défis concernant l'approvisionnement et la plupart d'entre eux émanent de l'accès sporadique aux ressources nécessaires. Les gouvernements partout

au Canada pourraient améliorer les programmes d'alimentation saine aux élèves en veillant à ce que le financement des programmes et les lignes directrices de ceux-ci concordent. Pour ce faire, le financement pourrait s'appuyer sur le modèle du School Breakfast Program aux États-Unis, qui octroie des subventions en fonction du nombre de repas servis et du financement supplémentaire aux programmes offerts dans des secteurs où un grand pourcentage de ménages reçoivent de l'assistance sociale. Ainsi, cette méthode de financement est directement afférente aux besoins des participants et les écoles situées dans les secteurs où elles éprouvent de la difficulté à amasser des fonds pour le programme auprès de la collectivité reçoivent un octroi de subventions supplémentaire pour pallier cet obstacle.

Les coordonnateurs de programme devraient avoir un accès régulier au financement, aux installations, aux bénévoles et aux ressources d'information. Il ne s'agit pas du tout d'une tâche facile, car la plupart des écoles ne disposent pas des installations appropriées de préparation et d'entreposage de la nourriture ou d'espaces où les enfants peuvent manger. Il serait donc illogique que les gouvernements provinciaux effectuent des dépenses en immobilisations afin de fournir à toutes les écoles les installations nécessaires. En outre, l'efficacité des programmes de nutrition n'a pas été prouvée de manière concluante aux États-Unis, où les écoles fournissent des repas du midi, disposent d'installations de préparation de la nourriture et où l'aide sociale pour les ménages à faible revenu est généralement moins importante. Ce manque de preuve concluante de succès, associé au contexte canadien différent, suggère qu'il n'y a pas de justification économique pour un programme similaire au Canada.

33 Toronto fournit l'exemple de programme axé sur la collectivité au niveau du conseil scolaire ou de la municipalité et visant les écoles situées dans les secteurs défavorisés. Les probabilités indiquent que les programmes sont plus souvent offerts dans les secteurs au revenu médian inférieur que dans les secteurs comportant un pourcentage élevé de ménages vivant de l'assistance sociale (Graphique 5).

Puisque nous ne pouvons pas conclure que les programmes d'alimentation saine s'avèrent efficaces aux États-Unis, où les écoles fournissent des dîners, disposent d'installations de préparation et où les ménages à faible revenu bénéficient d'une allocation inférieure de bien-être social, nous considérons qu'aucun argument économique ne justifie un tel investissement au Canada.

Cela dit, les provinces et les territoires qui ne disposent pas de lignes directrices quant à l'approvisionnement des programmes d'alimentation saine devraient en élaborer. À la rigueur, les lignes directrices pourraient améliorer les programmes existants en offrant aux coordonnateurs des recommandations en ce qui a trait à la gestion du programme et des aliments à servir. Par souci d'efficacité, ces lignes directrices devraient se fonder sur des preuves solides portant sur l'alimentation saine des élèves et une offrir une marge de manœuvre pour les différents besoins régionaux. Le gouvernement ou les organismes de coordination pourraient aider les coordonnateurs de programme en leur fournissant des ressources d'information, en établissant des partenariats de financement durables et en les mettant en contact avec des réseaux de bénévoles fiables.

Les contraintes imposées par les installations existantes dans les écoles de même que les preuves non concluantes quant à l'incidence des programmes d'alimentation saine dans les écoles portent à croire que les programmes ne devraient pas être élargis rapidement dans l'intention de les offrir universellement dans toutes les écoles. Les bienfaits des programmes d'alimentation saine sont davantage prononcés chez les populations à faible revenu et défavorisées, tandis que les bienfaits auprès de tous les élèves n'apparaissent que lorsque le programme est parfaitement mis en œuvre. Dans cet esprit, les programmes d'alimentation saine devraient tout d'abord être implantés dans

les quartiers à faible revenu ou dans les secteurs où règne une forte prévalence de l'insécurité alimentaire. Éventuellement, les programmes pourraient être perfectionnés et améliorés jusqu'à ce qu'ils se conforment aux pratiques exemplaires qui augmentent leurs chances de procurer des bienfaits à tous les élèves. Quiconque cherche à étendre un programme dans de nouveaux quartiers et contextes démographiques devrait sonder la collectivité pour connaître son opinion concernant le menu et le cadre du programme afin d'assurer un haut taux de participation et d'obtenir le soutien des parents. En outre, les écoles qui offrent des programmes d'alimentation saine devraient encourager la participation de tous les élèves afin d'amoindrir la honte éprouvée par les élèves issus de ménage à faible revenu.³⁴ Élargir des programmes qui ne satisfont pas aux normes en matière de nutrition équivaut à mettre la charrue devant les bœufs : ces programmes ne produiront pas les mêmes effets que les programmes bien approvisionnés qui ciblent les élèves qui en ont le plus besoin.

CONCLUSION

L'objectif fondamental des programmes de nutrition est de nourrir les enfants qui ont faim. Bien qu'ils aient peu de répercussions sur la sécurité alimentaire ou l'obésité chez les enfants, les programmes de nutrition ont l'avantage à court terme de soulager la faim des étudiants. Plus spécifiquement, les avantages des programmes de nutrition sont plus évidents chez les populations à faible revenu et autrement défavorisées; il n'y a pas de consensus sur le fait qu'ils présentent des avantages évidents pour tous les élèves. Cependant, les programmes ont plus de succès lorsqu'ils sont offerts gratuitement à tous les étudiants. La contradiction apparente de ces deux conclusions peut être résolue, non en offrant des programmes de

34 Si le programme d'alimentation saine obtient de bons résultats auprès de tous les élèves qui ont eu recours, il y a de fortes chances que le programme puisse prendre de l'ampleur.

manière universelle dans toutes les écoles, mais en les rendant universellement disponibles pour tous les élèves d'un même groupe de pairs lorsqu'ils sont offerts.

Les preuves sont insuffisantes pour soutenir ou réfuter l'affirmation selon laquelle les programmes de nutrition sont efficaces pour relever les défis de l'insécurité alimentaire ou de l'obésité chez les enfants, ou pour améliorer la capacité d'apprentissage des élèves. Cela est dû en partie au fait que les mécanismes susceptibles de traduire la consommation de petit-déjeuner en un comportement ou un rendement améliorés ne sont pas bien compris. Par conséquent, nous ne pouvons pas, avec certitude, tirer des conclusions sur leurs effets à court et à long terme sur la santé, sur le

rendement scolaire, ou sur d'autres facteurs socio-économiques.

Au lieu d'essayer de mettre en œuvre une solution unique aux problèmes complexes et nuancés auxquels les programmes de nutrition ont été liés, des progrès supplémentaires pourraient être accomplis en ciblant différentes politiques sur des objectifs spécifiques. Étant donné le coût considérable d'un programme universel de nutrition pour les étudiants pancanadien - environ 1,4 milliard de dollars par an - les mêmes ressources pourraient probablement être utilisées plus efficacement en ciblant les politiques sur les problèmes qu'elles sont censées résoudre.

BIBLIOGRAPHIE

- Adolphus, K., C. Lawton, and L. Dye. 2013. "The Effects of Breakfast on Behavior and Academic Performance in Children and Adolescents." *Frontiers in Human Neuroscience* 7 (425).
- Andresen, Astri and Kari T. Elvbakken. 2007. "From poor law society to the welfare state: school meals in Norway 1890s-1950s." *J. Epidemiol Community Health* 61:374-377.
- Anisef, P., K. Robson, R. Maier, and R.S. Brown. 2017. *Food Insecurity and Educational Outcomes: A Focus on TDSB Students*. Toronto: Higher Education Quality Council of Ontario.
- Basch, C.E. 2011. "Breakfast and the Achievement Gap among Urban Minority Youth." *Journal of School Health* 81 (10): 635-40.
- Bhattacharya, J., J. Currie, and S. Haider. 2006. "Breakfast of Champions? The Nutritional Effects of the School Breakfast Program." *Journal of Human Resources* 41 (3): 445-66.
- Bütikofer, A., E. Mølland, and K.G. Salvanes. 2016. "Introducing a Free Nutritious School Breakfast: Long-Term Impacts on Education and Adult Earnings." Available online at https://editorialexpress.com/cgi-bin/conference/download.cgi?db_name=ESPE2016&paper_id=237
- Cook, J.T., and D.A. Frank. 2008. "Food Security, Poverty and Human Development in the United States." *Annals of the New York Academy of Sciences* 1136: 193-209.
- Crepinsek, M.K., A. Singh, L.S. Bernstein, and J.E. McLaughlin. 2006. "Dietary Effects of Universal-Free School Breakfast: Findings from the Evaluation of the School Breakfast Program Pilot Project." *Journal of the American Dietetic Association* 106 (11): 1796-803.
- Currie, J. 2003. "U.S. Food and Nutrition Programs." In *Means-Tested Transfer Programs in the United States*, ed. R.A., Moffitt, pp. 199-290. Chicago: University of Chicago Press. Available online at www.nber.org/chapters/c10257
- Damsgaard, C.T., S.M. Dalskov, R.P. Laursen, C. Ritz, M.F. Hjorth, L. Lauritzen, L. Sorensen, R. A. Petersen, M. R. Andersen, S. Stender, R. Andersen, I. Tetens, C. Molgaard, A. Astrup and K. F. Michaelsen. 2014. "Provision of healthy school meals does not affect the metabolic syndrome score in 8-11-year-old children, but reduces cardiometabolic risk markers despite increasing waist circumference." *British Journal of Nutrition* 112: 1826-1836.
- Deshmukh-Taskar, P.R., T.A. Nicklas, C.E. O'Neil, D.R. Keast, J.D. Radcliffe, and S. Cho. 2010. "The Relationship of Breakfast Skipping and Type of Breakfast Consumption with Nutrient Intake and Weight Status in Children and Adolescents: The National Health and Nutrition Examination Survey 1992-2006." *Journal of the American Dietetic Association* 110 (6): 869-78.
- de Wit, Yvonne. 2012. "Nourishing Young Minds." Toronto: Toronto Public Health. June.
- Downs, S., A. Farmer, M. Quintanilha, T. Berry, D. Mager, N. Willows, and L. McCargar. 2012. "From Paper to Practice: Barriers to Adopting Nutrition Guidelines in Schools." *Journal of Nutrition Education and Behavior* 44 (2): 114-22.
- Figlio, D., and J. Winicki. 2005. "Food for Thought: The Effects of School Accountability Plans on School Nutrition." *Journal of Public Economics* 89 (2-3): 381-94.
- Fox, M.K., and E. Condon. 2012. "School Nutrition Dietary Assessment Study-IV: Summary of Findings." Washington, DC: US Department of Agriculture. November. Available online at https://fns-prod.azureedge.net/sites/default/files/SNDA-IV_Findings_0.pdf
- Fram, M.S., J. Bernal, and E.A. Frongillo. 2015. "The Measurement of Food Insecurity among Children: Review of Literature and Concept Note." Innocenti Working Paper 2015-08. Florence, Italy: UNICEF Office of Research.

- Frisvold, D.E. 2012. "Nutrition and Cognitive Achievement: An Evaluation of the School Breakfast Program." IRP Discussion Paper 1402-12. Madison, WI: Institute for Research on Poverty. August.
- Fung, C., J.-L.D. McIsaac, S. Kuhle, S.F.L. Kirk, and P.J. Veugelers. 2013. "The Impact of a Population-Level School Food and Nutrition Policy on Dietary Intake and Body Weights of Canadian Children." *Preventative Medicine* 57 (6): 934-40.
- Garriguet, D. 2006. "Canadians' Eating Habits." *Health Reports* 18 (2): 17-32.
- . 2009. "Diet Quality in Canada." *Health Reports* 20 (3): 41-52.
- Godin, K., S. Kirkpatrick, R. Hanning, J. Stapleton, and S. Leatherdale. 2017. "Examining Guidelines for School-Based Breakfast Programs in Canada: A Systemic Review of the Grey Literature." *Canadian Journal of Dietetic Practice and Research* 78 (2): 92-100.
- Gougeon, L.A.R., C.J. Henry, D. Ramdath, and S.J. Whiting. 2011. "Dietary Analysis of Randomly Selected Meals from the Child Hunger and Education Program School Nutrition Program in Saskatchewan, Canada, Suggests that Nutrient Target Levels Are Being Provided." *Nutrition Research* 31 (3): 215-22.
- Greenhalgh, T., E. Kristjansson, and V. Robinson. 2007. "Realist Review to Understand the Efficacy of School Feeding Programmes." *British Medical Journal* 335 (7625): 858-61.
- Gu, X., and K.L. Tucker. 2017. Dietary Quality of the US Child and Adolescent Population: Trends from 1999 to 2012 and Associations with the Use of Federal Nutrition Assistance Programs." *American Journal of Clinical Nutrition* 105 (1): 194-202.
- Harper, C., L. Wood, and C. Mitchell. 2008. "The provision of school food in 18 countries." School Food Trust. July. Available online at: <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.654.9233&rep=rep1&type=pdf>
- Hoyland, A., L. Dye, and C. Lawton. 2009. "A Systematic Review of the Effect of Breakfast on the Cognitive Performance of Children and Adolescents." *Nutrition Research Reviews* 22 (2): 220-43.
- Hoynes, H.W., and D.W. Schanzenbach. 2015. "U.S. Food and Nutrition Programs." NBER Working Paper 21057. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Imberman, S.A., and A.D. Kugler. 2014. "The Effect of Providing Breakfast in Class on Student Performance." *Journal of Policy Analysis and Management* 33 (3): 669-99.
- Iovino, I., J. Stuff, Y. Liu, C. Brewton, A. Dovi, R. Klienman, and T. Nicklas. 2016. "Breakfast Consumption Has No Effect on Neuropsychological Functioning in Children: A Repeated Measures Clinical Trial." *American Journal of Clinical Nutrition* 104 (3): 715-21. <https://academic.oup.com/ajcn/article/104/3/715/4668545>
- Jyoti, D., E. Frongillo, and S. Jones. 2005. "Food Insecurity Affects School Children's Academic Performance, Weight Gain, and Social Skills." *Journal of Nutrition* 135 (12): 2831-9.
- Ke, J., and E.L. Ford-Jones. 2015. "Food Insecurity and Hunger: A Review of the Effects on Children's Health and Behaviour." *Pediatrics & Child Health* 20 (2): 89-91.
- Kleinman, R.E., S. Hall, H. Green, D. Korzec-Ramirez, K. Patton, M.E Pagano, and J.M Murphy. 2002. "Diet, Breakfast, and Academic Performance in Children." *Annals of Nutrition and Metabolism* 46 (suppl. 1): 24-30.
- Kristjansson, B., M. Petticrew, B. MacDonald, J. Krasevec, L. Janzen, T. Greenhalgh, G.A. Wells, et al. 2007. "School Feeding for Improving the Physical and Psychosocial Health of Disadvantaged Students." *Cochrane Database of Systematic Reviews* 2007 (1).
- Manitoba. 2014. "Moving Forward with School Nutrition Guidelines." Winnipeg.

- Mark, S., M. Lambert, J. O'Loughlin, and K. Gray-Donald. 2012. "Household Income, Food Insecurity and Nutrition in Canadian Youth." *Canadian Journal of Public Health* 103 (2): 94–9.
- McIsaac, J.-L., S.F.L. Kirk, and S. Kuhle. 2015. "The Association between Health Behaviors and Academic Performance in Canadian Elementary School Students: A Cross-Sectional Study." *International Journal of Environmental Research and Public Health* 12 (11): 14857–71.
- McLaughlin, K., J. Green, M. Alegria, E.J. Costello, M.J. Gruber, N. Sampson, and R. Kessler. 2012. "Food Insecurity and Mental Disorders in a National Sample of U.S. Adolescents." *Journal of Child & Adolescent Psychiatry* 51 (12): 1293–303.
- McLeod, L., and M. Veall. 2006. "The Dynamics of Food Insecurity and Overall Health: Evidence from the Canadian National Population Health Survey." *Applied Economics* 38: 2131–46.
- McMartin, S., S. Kuhle, I. Colman, S. Kirk, and P. Veugelers. 2012. "Diet Quality and Mental Health in Subsequent Years among Canadian Youth." *Public Health Nutrition* 15 (12): 2253–8.
- Millimet, D., R. Tchernis, and M. Husain. 2009. "School Nutrition Programs and the Incidence of Childhood Obesity." *Journal of Human Resources* 45 (3): 640–54.
- Muthuswamy, E. 2012. "Feeding Our Future: The First- and Second-Year Evaluation." Toronto: Toronto District School Board, Research and Information Services.
- Naess, Ida K. 2007. "Possible effects of the intake of a free, healthy school meal on overall meal frequency and watching TV while eating among 10-12-year-olds in Norway." University of Agder, Faculty of Health and Sport Science.
- Nord, M., K. Jemison, and G. Bickel. 1999. *Prevalence of Food Insecurity and Hunger by State, 1996–1998*. Washington, DC: US Department of Agriculture, Food and Rural Economics Division.
- Oostindjer, M., J. Aschemann-Witzel, Q. Wang, S.E. Skuland, B. Egelanddal, G.V. Amdam, A. Ashjoll, et al. 2017. "Are School Meals a Viable and Sustainable Tool to Improve the Healthiness and Sustainability of Children's Diet and Food Consumption? A Cross-National Comparative Perspective." *Critical Reviews in Food Science and Nutrition* 57 (18): 3942–58.
- O'Reilly, J., L. Rosolen, and B. Archer. 2015. "2011–12 Student and Parent Census." Issue 9. Toronto: Toronto District School Board, Research and Information Services.
- Schanzenbach, D.W., and M. Zaki. 2014. "Expanding the School Breakfast Program: Impacts on Children's Consumption, Nutrition and Health." NBER Working Paper 20308. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research. July.
- Serra-Majem, L., L. Ribas, J. Ngo, R.M. Ortega, A. Garcia, C. Perez-Rodrigo, and J. Aranceta. 2004. "Food, Youth and the Mediterranean Diet in Spain: Development of KIDMED, Mediterranean Diet Quality Index in Children and Adolescents." *Public Health Nutrition* 7 (7): 931–5.
- Taras, H. 2005. "Nutrition and Student Performance at School." *Journal of School Health*. 75 (6): 199–213.
- Tarasuk, V., A. Mitchell, and N. Dachner. 2016. "Household Food Insecurity in Canada 2014." Toronto: Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF). Available online at <http://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2016/04/Household-Food-Insecurity-in-Canada-2014.pdf>
- Tugault-Lafleur, C., J.L. Black, and S.I. Barr. 2017. "Examining School-day Dietary Intakes among Canadian Children." *Applied Physiology, Nutrition and Metabolism* 42 (10): 1064–72.
- United States. 2018. Department of Agriculture. "Child Nutrition Tables." Program Data: Child Nutrition. Washington, DC. Available online at <https://www.fns.usda.gov/pd/child-nutrition-tables>

-
- Valaitis, R., R. Hanning, and I. Herrmann. 2013. "Programme Coordinators' Perceptions of Strengths, Weaknesses, Opportunities and Threats Associated with School Nutrition Programmes." *Public Health Nutrition* 17 (6): 1245–54.
- Van Cauwenberghe, E., L. Maes, H. Spittaels, F.J. van Lenthe, J. Brug, J.-M. Oppert, and I. De Bourdeaudhuij. 2010. "Effectiveness of School-Based Interventions in Europe to Promote Healthy Nutrition in Children and Adolescents: Systemic Review of Published and 'Grey' Literature." *British Journal of Nutrition* 103 (6): 781–97.
- Vereecken, C., S. De Henauw, and L. Maes. 2005. "Adolescents' Food Habits: Results of the Health Behaviour in School-aged Children Survey." *British Journal of Nutrition* 94 (3): 423–31.
- Wong, J.E., W.R. Parnell, A.S. Howe, A.C. Lubransky, K.E. Black, and P.M. Skidmore. 2015. "Diet Quality Is Associated with Measures of Body Fat in Adolescents from Otago, New Zealand." *Public Health Nutrition* 18 (8): 1453–60.

NOTES:

NOTES:

PUBLICATIONS RÉCENTES DE L'INSTITUT C.D. HOWE

February 2019	Robson, William B.P., and Alexandre Laurin. "Less Debt, More Growth: A Shadow Federal Budget for 2019." C.D. Howe Institute Commentary 531.
January 2019	Landon, Stuart, and Constance Smith. "Managing Uncertainty: The Search for a Golden Discount-Rate Rule for Defined-Benefit Pensions" C.D. Howe Institute Commentary 530.
janvier 2019	Mahboubi, Parisa. "L'équité intergénérationnelle : Nos enfants auront-ils une meilleure vie que nous?" Institut C.D. Howe commentaire N° 529.
January 2019	Mahboubi, Parisa. "Intergenerational Fairness: Will Our Kids Live Better than We Do?" C.D. Howe Institute Commentary 529.
January 2019	Goulding A.J., with research support from Jarome Leslie. "Dammed If You Do: How Sunk Costs Are Dragging Canadian Electricity Ratepayers Underwater" C.D. Howe Institute Commentary 528.
January 2019	Kim, Jacob, and Alexandre Laurin. "Mothers at Work: The Fiscal Implications of the Proposed Ontario Childcare Rebate." C.D. Howe Institute E-Brief.
December 2018	Robson, William B.P., and Farah Omran. <i>Wild Numbers: Getting Better Fiscal Accountability in Canada's Municipalities</i> . C.D. Howe Institute Commentary 527.
December 2018	Found, Adam, and Peter Tomlinson. "Business Tax Burdens in Canada's Major Cities: The 2018 Report Card." C.D. Howe Institute E-Brief.
December 2018	Ambler, Steve, and Jeremy Kronick. <i>Navigating Turbulence: Canadian Monetary Policy Since 2004</i> . C.D. Howe Institute Policy Book 47.
November 2018	Richards, John. <i>Pursuing Reconciliation: The Case for an Off-Reserve Urban Agenda</i> . C.D. Howe Institute Commentary 526.
November 2018	Koepl, Thorsten, and Jeremy Kronick. <i>Tales from the Crypt – How to Regulate Initial Coin Offerings</i> . C.D. Howe Institute Commentary 525.
November 2018	Fried, Jonathan T. Fried. "Anchoring Sustainable Growth in Disruptive Times" C.D. Howe Institute Verbatim.

APPUYEZ L'INSTITUT

Pour en savoir plus sur les façons d'appuyer le travail essentiel que fait l'Institut C.D. Howe sur les politiques publiques, en faisant un don ou en devenant membre, veuillez consulter le site internet suivant www.cdhowe.org ou téléphonez au 416-865-1904. Informez-vous sur les activités de l'Institut et sur la façon de faire un don à l'Institut. Vous recevrez un reçu pour votre don.

UNE RÉPUTATION D'INDÉPENDANCE ET D'IMPARTIALITÉ

La réputation qu'a l'Institut C.D. Howe de réaliser des recherches indépendantes, rationnelles, et pertinentes sur les politiques publiques est sa plus grande fierté. Il s'agit du fondement même de sa crédibilité et de l'efficacité de ses travaux. L'indépendance et l'impartialité sont les valeurs qui orientent la recherche, qui guident les actions de son personnel et qui limitent les contributions financières qu'acceptent l'Institut.

Pour en savoir plus sur nos politiques indépendantes et non partisans voir www.cdhowe.org.



INSTITUT

C.D. HOWE

67 rue, Yonge
Toronto, Ontario
M5E 1J8

Envoi de poste-publication
Enregistrement n° 40008848